

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3678

3 décembre 2014

### SOMMAIRE

Aster Growth SICAV-SIF S.A. ....	176524	Panthera/Funding Lux 2 S. à r.l. ....	176501
AV3D S.à r.l. ....	176506	Parness S.A. ....	176503
Finnigan Sàrl ....	176507	PCP European Investment Holdings S.à r.l. .....	176503
Fourteen Willow S.à r.l. ....	176507	Pentalpha ....	176502
G.S.L. Fiduciaire, S.à r.l. ....	176507	P. Haberl S.à.r.l. ....	176500
Hess Collection S.A. ....	176544	Recygom International S.A. ....	176502
MCP-Pharmetics III S. à r.l. ....	176508	Rocky Mountains Holding S.A. ....	176498
Nefertoum ....	176544	SHCO 100 S.à r.l. ....	176503
Nelaro S.A. ....	176513	S.I. Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	176498
Nelfaig S.à r.l. ....	176499	Supermarket Portfolio Sàrl ....	176499
Nextgear Invest S.à r.l. ....	176510	TC Investments I S.à r.l. ....	176503
Nigricolis Company S.A. ....	176507	Tech Page S.A. ....	176504
Nile Capital III S.à r.l. ....	176502	Tivolex S.A. ....	176504
Nile Capital II S.à r.l. ....	176499	Tofralux S.à r.l. ....	176504
Nimax S.A. ....	176500	UK Students Ewer Street S.à r.l. ....	176506
Nova Consultants S.A. ....	176501	United Biscuits LuxCo GP S.à r.l. ....	176506
Ocala Capital Management Luxembourg S.à r.l. ....	176499	United Biscuits LuxCo GP S.à r.l. ....	176504
OCM EPF III KSH France Holdings S.à r.l. .....	176498	UnitedHealthcare International II ....	176505
OCSiAI S.à r.l. ....	176498	UnitedHealthcare International IV ....	176506
Oddo Services Luxembourg S.A. ....	176502	UT Luxembourg Holding I S.à r.l. ....	176505
Omnibuild S.A. ....	176498	VC SolEs Invest S.C.A., SICAV-FIS ....	176505
Orthopédie Pro-Technik, S.à r.l. ....	176501	Versailles International S.à r.l. ....	176542
Otti S.A. ....	176500	Way LuxCo S.à r.l. ....	176505
Otti S.A. ....	176500	Westfield Milan Shopping Centre S.à r.l. .....	176519

**Rocky Mountains Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.  
R.C.S. Luxembourg B 16.204.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014176450/10.

(140201806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

**S.I. Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: SEK 105.693.172,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 118.530.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014176461/10.

(140201396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2014.

**OCSiAI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.  
R.C.S. Luxembourg B 167.533.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 7 juillet 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014177071/11.

(140202841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**OCM EPF III KSH France Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 182.403.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 14 novembre 2014.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2014177068/11.

(140203060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**Omnibuild S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8279 Holzem, 26, route de Capellen.  
R.C.S. Luxembourg B 65.713.

Les Comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Holzem, le 11/11/2014.

Pour OMNIBUILD S.A.

Jacques SCHMITZ

Référence de publication: 2014177072/12.

(140203141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**Ocala Capital Management Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 170.000,00.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 87.268.

Les comptes annuels au 30 novembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177067/10.

(140202900) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Nile Capital II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 153.567.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Nile Capital II S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014177049/11.

(140203046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Supermarket Portfolio Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 4.040.875,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 109.664.

*Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 27 octobre 2014*

Est nommé gérant de catégorie A pour une durée indéterminée Monsieur Philippe PONSARD, Ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en remplacement de Monsieur Luc HANSEN, gérant de catégorie A démissionnaire en date du 24 octobre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175706/14.

(140200974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

---

**Nelfaig S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 132.354.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions des associés de la Société prises en date du 31 octobre 2014 que:

- La démission de M. Philippe SALPETIER, gérant A de la Société, avec effet au 31 octobre 2014, a été acceptée.
- La personne suivante a été nommée gérant A de la Société, avec effet au 31 octobre 2014 et ce pour une durée indéterminée:

\* Mme Annick MAGERMANS, née le 22 mai 1976 à Verviers, Belgique, résidant professionnellement au 12, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177058/17.

(140202957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Otti S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.  
R.C.S. Luxembourg B 67.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

OTTI S.A.

Référence de publication: 2014177082/10.

(140202916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**P. Haberl S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5446 Schengen, 4, Hanner der Schoul.  
R.C.S. Luxembourg B 100.011.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Schengen, le 14 novembre 2014. Signature.

Référence de publication: 2014177084/10.

(140202536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Nimax S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.  
R.C.S. Luxembourg B 90.126.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 20 octobre 2014 au siège social*

*Résolutions*

L'Assemblée décide à l'unanimité de nommer Mme Anneleen VANDENBERK, née le 20.01.1972 à Louvain, Belgique, demeurant à B-3920 Lommel (Belgique), 30, Koning Leopoldlaan, au poste d'administrateur de la société avec effet immédiat.

Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AFC Benelux Sàrl

Signature

Référence de publication: 2014177059/16.

(140202352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Otti S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.  
R.C.S. Luxembourg B 67.112.

*Extrait du Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue de façon exceptionnelle au siège social de la Société le 13 novembre 2014*

*6<sup>ème</sup> Résolution:*

L'Assemblée Générale décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Carlo GAZZOTTI (Président du Conseil d'Administration), de Monsieur Domenico GAZZOTTI et de Monsieur Venanzio GAZZOTTI, ainsi que le mandat de Commissaire aux Comptes de H.R.T REVISION S.A., avec effet au 12 mai 2011 et jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire qui se tiendra en 2017.

**CHANGEMENT D'ADRESSE**

La Société a été informée du changement d'adresse de son Commissaire aux Comptes H.R.T. REVISION S.A. ayant désormais son siège social au 163, rue du Kiem, L-8030 Strassen.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177083/18.

(140202917) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Orthopédie Pro-Technik, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8041 Strassen, 124A, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 45.349.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177076/9.

(140203217) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Nova Consultants S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 16A, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 127.374.

*Extrait des résolutions de l'administrateur unique prises en date du 28 octobre 2014*

L'administrateur unique décide de nommer aux fonctions de dépositaire:

SOCIETE DE GESTION FIDUCIAIRE S.à.R.L.

16a, avenue de la Liberté

L-1930 Luxembourg

RCS Luxembourg B44531

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177060/14.

(140203115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Panthera/Funding Lux 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 12.500,00.**

Siège social: L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 140.297.

*Extrait des résolutions de l'actionnaire majoritaire de la société Panthera/Funding Lux 2 S.à r.l. (la «société») du 13 novembre 2014*

1. Acceptation de la résignation d'Intertrust Management (Luxembourg) S.à r.l., une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérante de catégorie B de la Société avec effet rétroactif au 31 août 2014.

2. Acceptation de la résignation de M. Richard Brekelmans, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet rétroactif au 31 août 2014.

3. Acceptation de la résignation de M. Michael Verhulst, né le 25 août 1969 à Almelo, Pays-Bas, résidant professionnellement au 6, rue Eugène Ruppert, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet rétroactif au 31 août 2014.

4. Acceptation de la nomination de Mme Dalia Bleyer, née le 17 juin 1983 à Alytus, Lituanie, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérante de catégorie B de la Société avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

5. Acceptation de la nomination de M. James Lees, né le 31 janvier 1978 à Belfast, Royaume-Uni, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

6. Acceptation de la nomination de M. Ganash Lokanathen, né le 5 juillet 1978 à Pahang, Malaisie, résidant professionnellement au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B de la Société avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2014177086/31.

(140202351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Pentalpha, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 171.746.

Le bilan au 31 Décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2014177102/9.  
(140202871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Nile Capital III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 155.453.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Nile Capital III S.à r.l.*

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014177050/11.

(140202788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Oddo Services Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.  
R.C.S. Luxembourg B 158.637.

Les administrateurs de la Société ont décidé de transférer le siège social de la Société du 4A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg au:

- 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg avec effet au 12 novembre 2014

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Oddo Services Luxembourg S.A.

Signature

Référence de publication: 2014177061/14.

(140202669) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Recygom International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4024 Esch-sur-Alzette, 33, route de Belval.  
R.C.S. Luxembourg B 59.541.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 1<sup>er</sup> septembre 2014*

L'assemblée générale ordinaire de RECYGOM INTERNATIONAL S.A. a pris ce jour, à l'unanimité, la décision suivante:

Sont réélus administrateurs pour une durée de 6 ans:

Monsieur Claude SOUMER, demeurant à Luxembourg.

Monsieur Franz Josef BAUSCHERT, demeurant à Ayl (D).

Est élu pour la durée de 6 ans en remplacement de Monsieur Bernard BECK, Monsieur Tim SCHLINK, né le 28.10.1977 à Thionville, demeurant à L-5480 Wormeldange, 178, rue Principale

Est réélu administrateur délégué pour la même période:

Monsieur Claude SOUMER, demeurant à Luxembourg.

Est réélu commissaire aux comptes pour une durée de 6 ans la société:

- FIDUCIAIRE EVERARD - KLEIN S.A R.L. avec siège social à 83, rue de la Libération, L-5969 ITZIG

Itzig, le 13 novembre 2014.

Pour extrait conforme et sincère

Référence de publication: 2014177120/20.

(140203117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Parness S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2613 Luxembourg, 7, place du Théâtre.  
R.C.S. Luxembourg B 76.584.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014177095/10.

(140202380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**PCP European Investment Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 159.472.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014177099/10.

(140202877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**TC Investments I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

R.C.S. Luxembourg B 160.475.

Veillez prendre note que la société à responsabilité limitée Intertrust (Luxembourg) S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 103123, avec siège social à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a dénoncé le siège social établi dans ses anciens locaux au L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, de la société à responsabilité limitée TC Investments I S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 160475.

Luxembourg, le 14 novembre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014177207/13.

(140203001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**SHCO 100 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri Schnadt.  
R.C.S. Luxembourg B 189.595.

EXTRAIT

Par contrat de cession de parts du 14 Octobre 2014, Indian Summer Charitable Trust représenté par le Trustee Aztec (Trustee<sup>o</sup>1) Limited, associé unique de la Société a transféré la totalité du capital social de la société, soit 12 500 part sociales, a TH RE Group Holdings Limited, société enregistrée au Registre des Sociétés du Royaume-Uni (UK Companies House) sous le numéro 8610430 et domiciliée au 201 Bishopsgate, EC2M 3BN Londres, Royaume-Uni.

*Extrait des décisions de l'associé unique de la Société prises le 3 Novembre 2014:*

L'associé unique de la Société décide conformément aux statuts de la Société:

D'accepter la démission de Mademoiselle Sinead Mary Browne en qualité de gérant de la Société avec effet au 3 Novembre 2014.

De nommer M. Timothy Simon Glyde Horrocks, né le 14 Avril 1965 à Northampton, Royaume-Uni et domicilié professionnellement au 24 Bockenheimer Landstrasse, 60323 Francfort, Allemagne ainsi que M. John Sutherland né le 2 Décembre 1964 à Lower Hutt, Nouvelle Zélande, domicilié professionnellement au 4a, rue Henri Schnadt, L-2530, Luxembourg, en qualité de gérant de la Société avec effet au 3 Novembre 2014.

Référence de publication: 2014177166/21.

(140202746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**Tech Page S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 53, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 149.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014177213/10.

(140202404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**Tivolex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 113.421.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014177217/10.

(140202391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**Tofralux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1480 Luxembourg, 6, boulevard Paul Eyschen.  
R.C.S. Luxembourg B 138.996.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

IF EXPERTS COMPTABLES

B.P. 1832 L-1018 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2014177218/12.

(140202524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**United Biscuits LuxCo GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 122.101.

Suite à la signature de conventions de cession de parts sociales sous seing privé en date du 12 novembre 2014:

- United Biscuits CayCo V Ltd. a cédé la totalité de ses 163 (cent soixante-trois) parts sociales détenues dans la Société à UMV Global Foods Company Ltd.;

- United Biscuits CayCo V-A Ltd. a cédé la totalité de ses 156 (cent cinquante-six) parts sociales détenues dans la Société à UMV Global Foods Company Ltd.;

- United Biscuits CayCo FIP Ltd. a cédé la totalité de ses 56 (cinquante-six) parts sociales détenues dans la Société à UMV Global Foods Company Ltd.;

- Financière Daunou 8 S.à r.l. a cédé la totalité de ses 375 (trois cent soixante-quinze) parts sociales détenues dans la Société à UMV Global Foods Company Ltd.

En conséquence de quoi, UMV Global Foods Company Ltd. est désormais l'associé unique de la Société.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

United Biscuits LuxCo GP S.à r.l.

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2014177222/22.

(140203136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.



**UnitedHealthcare International II, Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 171.564.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177226/10.

(140202778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**VC SolEs Invest S.C.A., SICAV-FIS, Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 155.242.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2013 und die Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2013 abgelaufene  
Geschäftsjahr wurden beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, den 10. November 2014.

*Für VC SolEs Invest S.C.A., SICAV-FIS**Ein Beauftragter*

Référence de publication: 2014177246/13.

(140202737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**UT Luxembourg Holding I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 103.593.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 30 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de  
Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 novembre 2014.

UT Luxembourg Holding I S.à r.l.

Johannes de Zwart

*Gérant*

Référence de publication: 2014177239/14.

(140202827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**Way LuxCo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,04.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 151.888.

## EXTRAIT

Les associés de la Société, par résolutions écrites datées du 24 juin 2014 ont décidé de transférer le siège social de la  
Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

L'associé de la Société, Triton Masterluxco 2 S.à r.l., a également transféré son siège social au 2C, rue Albert Borschette,  
L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des gérants Thomas Sonnenberg et Michiel Kramer ont également changé. Lesdits gérants  
résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Way LuxCo S.à r.l.*

Référence de publication: 2014177257/17.

(140202505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

**UK Students Ewer Street S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 154.728.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177234/10.

(140202458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**UnitedHealthcare International IV, Société à responsabilité limitée.****Capital social: USD 20.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 171.580.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 13 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177230/10.

(140202780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**AV3D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4082 Esch-sur-Alzette, 75, rue Dicks.  
R.C.S. Luxembourg B 106.762.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la gérance*

*Signature*

Référence de publication: 2014177379/11.

(140203628) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**United Biscuits LuxCo GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 122.101.

En date du 12 novembre 2014, les associés de la Société ont décidé de nommer Monsieur Halil Cem Karakas, né le 23 octobre 1974 à Ankara, Turquie ayant pour adresse professionnelle 36-38 Berkeley Square, Berger House, Mayfair, London W1J 5AE, Royaume-Uni, comme gérant de la Société, avec effet au 12 novembre 2014 pour une durée indéterminée.

Il est aussi à noter que Monsieur Blaise Duault, gérant de la Société, a démissionné de son poste de gérant avec effet au 12 novembre 2014.

En conséquence de quoi, le conseil de gérance de la Société se compose dorénavant comme suit:

- (i) John Sutherland;
- (ii) Halil Cem Karakas.

Pour extrait, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

United Biscuits LuxCo GP S.à r.l.

*Signature*

*Un Mandataire*

Référence de publication: 2014177221/21.

(140203136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 novembre 2014.

---

**Finnigan Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 134.127.

Les comptes annuels au 31 Décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177563/9.

(140203915) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**G.S.L. Fiduciaire, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4281 Esch-sur-Alzette, 7, rue Portland.

R.C.S. Luxembourg B 134.601.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014177590/9.

(140203733) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**Nigricolis Company S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

R.C.S. Luxembourg B 74.224.

**EXTRAIT**

Le siège social de la société NIGRICOLIS COMPANY S.A., RCS Luxembourg B 74224 auprès du cabinet d'avocats LORANG AVOCATS, 51, rue Albert 1<sup>er</sup>, L-1117 Luxembourg, est dénoncé avec effet immédiat.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014177846/13.

(140204127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**Fourteen Willow S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 189.556.

I. En date du 24 octobre 2014, l'associé unique Alter Domus Luxembourg S.à r.l., avec siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, a cédé la totalité de ses 12.500 parts sociales à Alpha Pyrenees Trust Limited, avec siège social à Old Bank Chambers, La Grand Rue, GY4 6RT St Martin's, Guernesey, qui les acquiert.

En conséquence, l'associé unique de la société est Alpha Pyrenees Trust Limited, précité, avec 12.500 parts sociales

II. Par résolutions prises en date du 24 octobre 2014, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Serena Tremlett, avec adresse professionnelle à Douaire, Les Grandes Capelles, Guernesey, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

2. Nomination de David Jeffreys, avec adresse professionnelle à Canon Hall, La Turquie, Bordeaux, Vale, Guernesey, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;

3. Acceptation de la démission de Yannick Poos, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

4. Acceptation de la démission de José Correia, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177573/23.

(140203675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

---

**MCP-Pharmetics III S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: CAD 20.002,00.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 165.894.

In the year two thousand and fourteen, on the thirtieth day of September,  
Before Maître Henri Hellinckx, notary residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of "MCP-Pharmetics III S.à r.l." (the "Company"), a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 165.894, incorporated by a notarial deed enacted on 20 December 2011, published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 409 of 16 February 2012 and lastly amended by a notarial deed enacted on 14 June 2012, published in Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1984 of 9 August 2012.

There appeared:

The sole shareholder of the Company, MCP III Investment S.à r.l., a Luxembourg "société à responsabilité limitée", having its registered office at 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154.543 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Gaëlle Violette, and Marie-Hélène Emond with professional address at Luxembourg, as B Managers.

The said proxy, after having been signed *in varietur* by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, has requested the notary to record as follows:

That all the 20,002 (twenty thousand and two) shares of the Company with a nominal value of CAD 1 (one Canadian Dollar) each, representing the whole share capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the Sole Shareholder states as having been duly informed beforehand.

II. - The agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Waiving of notice right;
2. Change of the representation rules of the Company;
3. Subsequent amendment of article 10 of the articles of association of the Company, in order to reflect the resolution 2. above; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Sole Shareholder, the following resolutions have been taken:

*First resolution:*

It is resolved that the Sole Shareholder waives its right to notice of the extraordinary general meeting which should have been sent to it prior to this meeting; the Sole Shareholder acknowledges being sufficiently informed of the agenda and considers the meeting being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the documentation produced to the meeting has been put at the disposal of the Sole Shareholder within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

It is resolved to amend the representation rules of the Company such that the Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of at least 2 (two) managers (any A and/or B managers), including in all cases the signature of 1 (one) B manager or (ii) the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

*Third resolution:*

As a consequence of second resolution above, it is resolved to amend article 10 of the articles of association of the Company, which shall be read as follow:

**" Art. 10. Representation.**

10.1. The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of at least 2 (two) managers (any A and/or B managers), including in all cases the signature of 1 (one) B manager or (ii) the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles."

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which were to be borne by the Company or which would be charged to it in connection with the present deed, had been estimated at about one thousand four hundred Euro (EUR 1,400.-).

There being no further business, the meeting is declared closed.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille quatorze, le trentième jour de septembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'associé unique de "MCP-Pharmetics III S.à r.l." (la "Société"), une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 165.894, constituée par acte notarié du 20 décembre 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 16 février 2012, numéro 409, et modifié pour la dernière fois par un acte notarié du 14 juin 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 9 août 2012, numéro 1984.

Comparaît:

L'associé unique de la Société, MCP III Investment S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.543 ("Associé Unique"),

dûment représentée par Gaëlle Violette et Marie-Hélène Emond, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en leur qualité de Gérant B.

Ladite procuration, paraphée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté tel qu'établi ci-dessus, a déclaré et prié le notaire d'acter ce qui suit:

Toutes les 20.002 (vingt mille deux) parts sociales de la Société avec une valeur nominale de 1 CAD (un dollar canadien) chacune, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées, de telle sorte que l'assemblée peut valablement décider de toutes les questions à l'ordre du jour, dont l'Associé Unique a préalablement été informé.

L'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Modification des règles de représentation de la Société;
3. Modification subséquente de l'article 10 des statuts de la Société de façon à refléter la résolution 2. ci-dessus; et
4. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'Associé Unique, les résolutions suivantes ont été adoptées:

*Première résolution:*

Il est décidé que l'Associé Unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à la présente assemblée générale; l'Associé Unique reconnaît qu'il a été suffisamment informé de l'ordre du jour et qu'il se considère avoir été valablement convoqué et en conséquence accepte de délibérer et voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. Il est en outre décidé que toute la documentation produite lors de cette assemblée a été mise à la disposition de l'Associé Unique dans un laps de temps suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Seconde résolution:*

Il est décidé de modifier les règles de représentation de la Société de sorte que la Société puisse être engagée vis-à-vis des tiers et à tous égards par (i) les signatures conjointes d'au moins 2 (deux) gérants (gérants A et/ou B), comprenant dans tous les cas la signature d'1 (un) gérant B ou (ii) les signatures conjointes ou la signature individuelle des personnes auxquelles ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8.2. des présents Statuts.

*Troisième résolution:*

En conséquence de la seconde résolution qui précède, il est décidé de modifier l'article 10 des statuts actuels de la Société pour lui donner la teneur suivante:

**“ Art. 10. Représentation.**

10.1. La Société est engagée vis-à-vis des tiers et à tous égards par (i) les signatures conjointes d'au moins 2 (deux) gérants (gérants A et/ou B), comprenant dans tous les cas la signature d'1 (un) gérant B ou (ii) les signatures conjointes ou la signature individuelle des personnes auxquelles ce pouvoir de signature a été valablement délégué conformément à l'article 8.2. des présents Statuts.

*Estimation des coûts*

Les coûts, dépenses, frais et charges, quelque soit leur forme, qui devaient être versés par la Société ou qui seraient mis à sa charge par le présent acte, sont estimés à environ mille quatre cents Euros (EUR 1.400,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, au jour indiqué en entête de ce document.

Le document ayant été lu par la personne comparante, elle a signé avec nous, notaire, le présent acte original.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la demande de la personne comparante et en cas de divergence entre le texte en anglais et le texte en français, la version anglaise prévaudra.

Signé: G. VIOLETTE, M.-H. EMOND et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 9 octobre 2014. Relation: LAC/2014/47152. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177812/129.

(140204125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

**Nextgear Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 174.804.

In the year two thousand and fourteen, on the thirteenth day of October,

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

**THERE APPEARED:**

Nextgear Invest Limited (in liquidation), a limited liability company organised under the laws of Jersey having its registered office at 43/45 La Motte Street, St. Helier, Jersey, JE4 8SD registered with the Jersey Companies Registry under number 75691,

represented by Ms Raphaëlle Marcel, lawyer, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 13 October 2014.

Said power of attorney after having been signed ne varietur by the representative of the appearing party and the undersigned notary shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the undersigned notary to record that:

1) Nextgear Invest Limited (in liquidation) is the sole shareholder of Nextgear Invest S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 1 Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 174.804, incorporated by a deed of the undersigned notary on 27 December 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 18 March 2013 number 657 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended by a deed of the undersigned notary on 30 September 2013 published in Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations dated 17 December 2013 number 3209.

2) The share capital of the Company is fixed at one million two hundred and fifty-five thousand Swedish Kronor (SEK 1,255,000) divided into one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class A1 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class A2 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class B1 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class B2 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class C1 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class C2 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class D1 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class D2 shares, one hundred and twenty-five thousand five hundred

(125,500) class E1 shares and one hundred and twenty-five thousand five hundred (125,500) class E2 shares with a nominal value of one Swedish Krona (SEK 1) each.

3) After this had been set forth, the above named sole shareholder representing the entire corporate capital of the Company has decided to take the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolves to increase the capital of the Company by an amount of nine thousand Swedish Kronor (SEK 9,000) so as to raise it from its present amount of one million two hundred and fifty-five thousand Swedish Kronor (SEK 1,255,000) to one million two hundred and sixty-four thousand Swedish Kronor (SEK 1,264,000) by the creation and issue of nine hundred (900) class A1 shares, nine hundred (900) class A2 shares, nine hundred (900) class B1 shares, nine hundred (900) class B2 shares, nine hundred (900) class C1 shares, nine hundred (900) class C2 shares, nine hundred (900) class D1 shares, nine hundred (900) class D2 shares, nine hundred (900) class E1 shares and nine hundred (900) class E2 shares with a nominal value of one Swedish Krona (SEK 1) each, being nine thousand (9,000) new shares in total.

*Subscription and paying up*

The nine thousand (9,000) new shares of a nominal value of one Swedish Krona (SEK 1) each together with a total share premium of forty-four million seventy-three thousand eight hundred and four Swedish Kronor (SEK 44,073,804) have been entirely subscribed and fully paid up by Nextgear Invest Limited (in liquidation), prenamed, represented as aforesaid by:

- a contribution in cash in the amount of forty million one thousand and fifty-three Swedish Kronor (SEK 40,001,053) (the "Contribution in Cash");

- a contribution in kind consisting of (i) six hundred and eighty-one thousand fifty-four (681,054) series A shares and one million seven hundred and nineteen thousand six hundred and ten (1,719,610) series B shares held by Nextgear Invest Limited (in liquidation) in OSM Holding AB, a limited liability company duly incorporated under the laws of Sweden with registered office at Box 376, 101 27 Stockholm, Sweden and registered with the Swedish Companies Registration Office under number 556708-8603 in the amount of ninety thousand Swedish Kronor (SEK 90,000) and (ii) receivables held by Nextgear Invest Limited (in liquidation) against the Company for an aggregate amount of three million nine hundred and ninety-one thousand seven hundred and fifty-one Swedish Kronor (SEK 3,991,751) (the "Contribution in Kind").

The Contribution in Cash in the amount of forty million one thousand and fifty-three Swedish Kronor (SEK 40,001,053) has been put at the disposal of the Company.

Proof of the existence and value of the Contribution in Kind in the aggregate amount of four million eighty-one thousand seven hundred and fifty-one Swedish Kronor (SEK 4,081,751) has been given by delivery of a certificate of value from the board of managers of the Company dated 13 October 2014.

The certificate of value shall be signed "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary and shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

*Second resolution*

As a consequence of the foregoing capital increase, the sole shareholder resolves to amend article 6.1 of the articles of association of the Company, which shall now read as follows:

**6.1.** The capital of the Company is fixed at one million two hundred and sixty-four thousand Swedish Kronor (SEK 1,264,000) divided into:

- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class A1 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class A2 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class B1 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class B2 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class C1 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class C2 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class D1 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class D2 shares;
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class E1 shares; and
- one hundred and twenty-six thousand four hundred (126,400) class E2 shares;

with a nominal value of one Swedish Krona (SEK 1) each.

There being no further business before the meeting, the same was adjourned thereupon.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing party, in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary, by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary, the present deed.

### Follows the french version

L'an deux mille quatorze, le treize octobre,

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

#### A COMPARU:

Nextgear Invest Limited (en liquidation), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois de Jersey, ayant son siège social au 43/45 La Motte Street, St. Helier, Jersey, JE4 8SD immatriculée auprès du registre des sociétés de Jersey (Jersey Companies Registry) sous le numéro 75691,

représentée par Madame Raphaëlle Marcel, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 13 octobre 2014.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

La partie comparante a déclaré et requis le notaire instrumentant d'acter que:

1) Nextgear Invest Limited (en liquidation) est l'associé unique de Nextgear Invest S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, ayant son siège social au 1, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 174.804, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, le 27 décembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 18 mars 2013 numéro 657 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été amendés par un acte du notaire instrumentant le 30 septembre 2013 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 17 décembre 2013 numéro 3209.

2) Le capital social de la Société est fixé à un million deux cent cinquante-cinq mille Couronnes Suédoises (1.255.000 SEK) divisé en cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie A1, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie A2, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie B1, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie B2, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie C1, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie C2, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie D1, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie D2, cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie E1 et cent vingt-cinq mille cinq cents (125.500) parts sociales de catégorie E2 d'une valeur nominale d'une Couronne Suédoise (1 SEK) chacune.

3) Ceci ayant été exposé, l'associé unique prémentionné, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a décidé de prendre les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide d'augmenter le capital de la Société d'un montant de neuf mille Couronnes Suédoises (9.000 SEK) afin de le porter de son montant actuel d'un million deux cent cinquante-cinq mille Couronnes Suédoises (1.255.000 SEK) à un million deux cent soixante-quatre mille Couronnes Suédoises (1.264.000 SEK) par la création et l'émission de neuf cents (900) parts sociales de catégorie A1, neuf cents (900) parts sociales de catégorie A2, neuf cents (900) parts sociales de catégorie B1, neuf cents (900) parts sociales de catégorie B2, neuf cents (900) parts sociales de catégorie C1, neuf cents (900) parts sociales de catégorie C2, neuf cents (900) parts sociales de catégorie D1, neuf cents (900) parts sociales de catégorie D2, neuf cents (900) parts sociales de catégorie E1 et neuf cents (900) parts sociales de catégorie E2 d'une valeur nominale d'une Couronne Suédoise (1 SEK) chacune, soit neuf mille (9.000) nouvelles parts sociales au total.

#### *Souscription et libération*

Les neuf mille (9.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'une Couronne Suédoise (1 SEK) chacune avec une prime d'émission totale de quarante-quatre millions soixante-treize mille huit cent quatre Couronnes Suédoises (44.073.804 SEK) ont été entièrement souscrites et libérées par Nextgear Invest Limited (en liquidation), préqualifiée, représentée comme susmentionné par:

- un apport en espèces d'un montant de quarante millions mille cinquante-trois Couronnes Suédoises (40.001.053 SEK) (l'«Apport en Espèces»);

- un apport en nature consistant en (i) six cent quatre-vingt-un mille cinquante-quatre (681.054) actions de séries A et un million sept cent dix-neuf mille six cent dix (1.719.610) actions de séries B (l'«Apport») détenues par Nextgear Invest Limited (en liquidation) dans OSM Holding AB, une société à responsabilité limitée dûment constituée selon les lois de la Suède, ayant son siège social à Box 376, 101 27 Stockholm, Suède et immatriculée auprès de l'Office d'Enregistrement des Sociétés Suédois sous le numéro 556708-8603, d'un montant de quatre-vingt-dix mille Couronnes Suédoises (90.000 SEK) et (ii) des créances détenues par Nextgear Invest Limited (en liquidation) contre la Société d'un montant total de trois millions neuf cent quatre-vingt-onze mille sept cent cinquante-et-une Couronnes Suédoises (3.991.751 SEK) (l'«Apport en Nature»).



L'Apport en Espèces d'un montant de quarante millions mille cinquante-trois Couronnes Suédoises (40.001.053 SEK) a été mis à la disposition de la Société.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport en Nature d'un montant total de quatre millions quatre-vingt-et-un mille sept cent cinquante-et-un Couronnes Suédoises (4.081.751 SEK) a été apportée par une déclaration de valeur du conseil de gérance de la Société datée du 13 octobre 2014.

La déclaration de valeur sera signée "ne varietur" par la partie comparante et le notaire instrumentant et restera annexée au présent acte, pour être enregistrée avec lui.

#### Deuxième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'associé unique décide de modifier l'article 6.1. des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

**6.1.** Le capital social de la Société est fixé à un million deux cent soixante-quatre mille Couronnes Suédoises (1.264.000 SEK) divisé en:

- cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie A1;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie A2;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie B1;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie B2;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie C1;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie C2;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie D1;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie D2;
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie E1; et
  - cent vingt-six mille quatre cents (126.400) parts sociales de catégorie E2;
- d'une valeur nominale d'une Couronne Suédoise (1 SEK) chacune.

Rien d'autre étant à l'ordre du jour, l'assemblée est close.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état civil et demeure, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: Marcel, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 octobre 2014. Relation: EAC/2014/13978. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014177835/179.

(140203288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

### **Nelaro S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 191.859.

#### STATUTS

L'an deux mille quatorze, le trente et un octobre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Fincogest SA, une société de droit suisse établie et ayant son siège social à 1, Carrefour de Rive, CH-1207 GENEVE (Suisse), immatriculée sous la référence CH-660.0.483.988-7,

ici dûment représentés par Monsieur Frank CHRISTIAENS, demeurant professionnellement à 54, rue Op der Sterz, L-5823 Fentange, en vertu d'une procuration lui délivré le 27 octobre 2014.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise en même temps auprès des autorités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiquées ci-dessus, ont requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts d'une société anonyme sous la dénomination qu'elle déclare constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>. Forme et Dénomination.** Il est formé par la partie comparante et par tous ceux qui deviendront actionnaires par la suite une société anonyme sous la dénomination de NELARO S.A. (la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi") et les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut avoir un actionnaire unique (l'"Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires. La Société ne sera pas dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

**Art. 2. Siège social.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ("Luxembourg"). Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Mamer par simple décision du conseil d'administration de la Société (le "Conseil") ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'"Administrateur Unique") par une décision de l'Administrateur Unique. Toutes les références dans les présents statuts au Conseil sont censées être des références à l'Administrateur Unique s'il n'existe qu'un Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, malgré le transfert temporaire de son siège sociale, qui restera une société luxembourgeoise.

**Art. 3. Durée.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) statuant comme en matière de modification des Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après.

**Art. 4. Objet social.** La société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La société peut notamment acquérir par souscription, achat et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur toute ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La société peut employer toute les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La société a également pour objet l'acquisition, le développement, la mise en valeur, la commercialisation et la gestion, pour son compte ou pour le compte de tiers, de marques, brevets, franchises, master franchises royalistes et tous autres droits de propriété industrielle et intellectuelle.

La société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet social.

**Art. 5. Capital social.** Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille Euros (EUR 31.000.-), représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires sous forme nominative d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de un million d'euros (EUR 1.000.000.-) qui sera représenté par cent mille (10.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique est autorisé, pendant une période de cinq ans à partir de la date des présents Statuts dans le Mémorial C, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration respectivement l'administrateur unique déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi.

**Art. 6. Actions.** Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de(s) l'actionnaire(s).

Un registre de(s) actionnaire(s) de la Société sera tenu au siège social de la Société où il pourra être consulté par tout actionnaire. Ce registre contiendra le nom de chaque actionnaire, sa résidence ou son domicile élu, le nombre d'actions qu'il détient, les montants libérés pour chacune de ces actions, ainsi que la mention des transferts d'actions et les dates de ces transferts. La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

**Art. 7. Transfert des actions.** Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite dans le registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

**Art. 8. Assemblées des actionnaires de la Société.** Dans le cas d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée ("Assemblée Générale") représentera l'ensemble des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus afin d'ordonner, d'effectuer ou de ratifier les actes relatifs à toutes les opérations de la Société.

Dans le cas d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont documentées par voie de procès-verbaux.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège social indiqué dans les convocations de cette assemblée, chaque année le 2<sup>ème</sup> mardi du mois de mai à 10 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale annuelle pourra se tenir à l'étranger si le Conseil constate souverainement que des circonstances exceptionnelles le requièrent.

D'autres assemblées des actionnaires de la Société pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation de l'assemblée.

Tout actionnaire peut participer à une Assemblée Générale par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les actionnaires participant à l'assemblée peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à l'assemblée peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) l'assemblée est retransmise en direct et (iv) les actionnaires peuvent valablement délibérer. La participation à une assemblée par un tel moyen de communication équivalra à une participation en personne à une telle assemblée.

**Art. 9. Délais de convocation, quorum, procurations et avis de convocation.** Les délais de convocation et quorum requis par la Loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite des Assemblées Générales, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou par les présents Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra agir à toute Assemblée Générale en désignant un mandataire par écrit, soit par lettre, par télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Si tous les actionnaires de la Société sont présents ou représentés à une Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur des résolutions soumises à l'Assemblée Générale à condition que les bulletins de vote écrits incluent (1) les nom, prénom, adresse et signature des actionnaires concernés, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'actionnaire exercera son droit, (3) l'ordre du jour tel que décrit dans l'avis de convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) exprimées pour chaque point de l'ordre du jour. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société avant la tenue de l'Assemblée Générale en question.

**Art. 10. Administration.** Aussi longtemps que la Société a un Actionnaire Unique ou lorsque la Loi le permet, la Société peut être administrée par un administrateur unique ("Administrateur Unique") qui n'a pas besoin d'être un associé de la Société. Lorsque la Loi l'exige, la Société sera administrée par un Conseil composé d'au moins trois (3) administrateurs qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Le(s) administrateur(s) sera/seront élu(s) pour un terme maximal de six ans et seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la "Personne Morale"), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale en tant qu'Administrateur Unique ou en tant que membre du Conseil conformément à l'article 51bis de la Loi.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs et leur rémunération. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

Un administrateur peut être révoqué avec ou sans cause et/ou remplacé à tout moment par une résolution adoptée par l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra rapidement être réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

**Art. 11. Réunions du Conseil.** Le Conseil doit nommer un président (le "Président") parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil et des décisions de l'Assemblée Générale ou des résolutions prises par l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil et toute Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil (le cas échéant) nommeront un autre président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple.

Le Conseil se réunira sur convocation du Président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil sera donné à tous les administrateurs avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du Conseil.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés lors de l'assemblée et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et avoir pleine connaissance de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque membre du Conseil donné par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour des réunions se tenant à une heure et à un endroit prévus dans un échancier préalablement adopté par une résolution du Conseil.

Tout membre du Conseil peut se faire représenter à toute réunion du Conseil en désignant par écrit soit par lettre, télécopie ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur, un autre administrateur comme son mandataire.

Chaque membre du Conseil peut, à toute réunion du Conseil, désigner un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en son nom et à sa place à condition qu'un membre donné du Conseil ne puisse pas représenter plus d'un de ses collègues et qu'au moins deux membres du Conseil soient toujours physiquement présents ou assistent à la réunion du Conseil d'Administration par le biais de tout moyen de communication conforme aux exigences du paragraphe qui suit.

Tout administrateur peut participer à une réunion du Conseil par conférence téléphonique, vidéo-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion peuvent être identifiés, (ii) toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion est retransmise en direct et (iv) les administrateurs peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs de la Société est présente ou représentée à une réunion du Conseil. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette assemblée. Dans le cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Le Conseil peut également en toutes circonstances et à tout moment, avec l'assentiment unanime, passer des résolutions par voie circulaire et les résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil seront aussi valables et effectives que si elles étaient passées lors d'une réunion régulièrement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent apparaître sur un seul document ou plusieurs copies de la même résolution et seront établies par lettre, télécopie, ou e-mail reçu dans des circonstances permettant de confirmer l'identité de l'expéditeur.

Le présent Article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

**Art. 12. Procès-verbaux des réunions du Conseil ou des résolutions de l'Administrateur Unique.** Les procès-verbaux de toute réunion du Conseil doivent être signés par le Président de la réunion en question ou le secrétaire, et les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans un registre tenu au siège social de la Société.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, le secrétaire ou deux membres du Conseil, ou l'Administrateur Unique.

**Art. 13. Pouvoirs du Conseil.** Le Conseil a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil.

**Art. 14. Délégation de pouvoirs.** Le Conseil peut nommer toute personne aux fonctions de délégué à la gestion journalière, lequel pourra mais ne devra pas être actionnaire ou membre du Conseil, et qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière et les affaires de la Société.

**Art. 15. Signatures autorisées.** La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil, ou (ii) dans le cas d'un Administrateur Unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil ou l'Administrateur Unique, mais uniquement dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

**Art. 16. Conflit d'intérêts.** Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou est administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité filiale ou affiliée de la Société.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une filiale ou une société affiliée avec lequel la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêché de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire, et un rapport devra être fait sur cette affaire et cet intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale.

Si la Société a un Administrateur Unique, les transactions conclues entre la Société et l'Administrateur Unique et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à l'intérêt de la Société doivent être inscrites dans le registre des décisions.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

**Art. 17. Commissaire aux comptes.** Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période maximale de six ans et sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat.

Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

**Art. 18. Exercice social.** L'exercice social commencera le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de chaque année.

**Art. 19. Affectation des bénéfices.** Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de tout temps, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil et devront être payés au lieu et place choisis par le Conseil. Le Conseil peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi.

**Art. 20. Dissolution et liquidation.** La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modification des présents Statuts, tel que prescrit à l'Article 21. ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

**Art. 21. Modifications statutaires.** Les présents Statuts pourront être modifiés de tout temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi.

**Art. 22. Droit applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront réglées en application de la Loi.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2015.

#### *Souscription*

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les trois cent dix (310) actions ont été souscrites et libérées en espèces comme suit:

Actionnaires	Nombre d'actions	Capital Souscrit	Capital Libéré
Fincogest SA, .....	310	EUR 31.000,-	EUR 31.000,-
Total: .....	310	EUR 31.000	EUR 31.000,-

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de mille cinq cents Euros (EUR 1.500).

#### *Résolutions de l'actionnaire unique*

L'Actionnaire Unique. ci-dessus prénommé, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à UN et celui des commissaires aux comptes à UN.
- 2.- Est nommé Administrateur Unique:
  - Monsieur Frank CHRISTIAENS, employé privé, de nationalité luxembourgeoise, demeurant à L-5823 FENTANGE, 54, Op der Sterz.
- 3.- Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes:
  - Monsieur Richard GAUTHROT, demeurant professionnellement au 20, rue de Hollerich, L-1740 Luxembourg.
- 4.- Le mandat de l'Administrateur Unique et du commissaire aux comptes ainsi nommés prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur l'exercice 2020.
- 5.- Le siège social de la société est fixé au 49, rue Glesener, L-1631 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite, la partie comparante a signé avec Nous le notaire le présent acte.

Signé: F. Christiaens et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 03 novembre 2014. LAC/2014/51238. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 novembre 2014.

Référence de publication: 2014177841/292.

(140203673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 novembre 2014.

**Westfield Milan Shopping Centre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 191.715.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of October.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Westfield Milan Shopping Centre LP, a limited partnership incorporated and existing under the laws of England and Wales, registered with the Companies House under the number LP16262, having its registered office at 6<sup>th</sup> Floor, MidCity Place, 71 High Holborn, London WC1V 6EA, United Kingdom,

here represented by Mr Danny Major, Rechtsanwalt, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, on 10 October 2014.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which is incorporated with the following articles of association:

**Art. 1.** The Company is a private limited liability company ("société à responsabilité limitée"), which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular by the law of 10<sup>th</sup> August, 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), as well as by these articles of association (hereafter the "Articles").

**Art. 2.** The object of the Company is the holding of investments, in any form whatsoever, in Luxembourg companies and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, debentures, notes and other securities of any kind.

The Company may carry on intragroup or other investing activities and cash management.

The Company may carry on any industrial activity and maintain a commercial establishment open to the public.

In general, it may take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose.

The Company may carry out all its activities either directly or through one or more branches.

**Art. 3.** The Company is formed for an unlimited period of time.

**Art. 4.** The Company is named "Westfield Milan Shopping Centre S.à r.l."

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by a decision of the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

**Art. 6.** The share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), divided into twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares (the "Shares") of a par value of one euro (EUR 1) each.

**Art. 7.** The capital may be changed at any time by a decision of the general meeting of shareholders, in accordance with article 14 of the Articles.

**Art. 8.** Each Share entitles the holder to a fraction of the Company's assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

**Art. 9.** Towards the Company, the Shares are indivisible, only one owner being admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

**Art. 10.** The Shares may be transferred only pursuant to the requirements of the Law.

**Art. 11.** The Company shall not be dissolved by reason of the death, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

**Art. 12.** The Company is administered by at least three managers, who are designated by the shareholders and a majority of whom shall at all times be residents of Luxembourg. The Luxembourg resident managers shall be referred to as the A managers and the managers not residing in Luxembourg shall be referred to as the B managers. No manager

shall be tax resident in the United Kingdom. The managers will constitute a board of managers. The powers of each manager and the duration of his mandate are determined by the shareholders.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex or E-mail another manager as his proxy.

The quorum of the board shall be the presence or the representation of a majority of the managers holding office. No board meeting will be quorate unless a majority of the managers are outside the United Kingdom at the time of the meeting. At least one manager must physically attend each meeting in Luxembourg. Decisions will be taken by absolute majority of the votes of the managers present or represented at such meeting. The minutes of the board meetings are signed by the managers present and the proxyholders of the managers represented.

A manager may participate in any meeting of managers of the Company by conference call (which should be initiated from Luxembourg) or by similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. Resolutions taken will be validated by circulation of the minutes to and signature by members of the board of managers participating at the meeting.

A written decision signed by all the managers is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of managers which was duly convened and held. Such a decision can be stated in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by (i) the joint signatures of two members of the Board one of which must be an A manager or (ii) the joint signatures of any person(s) to whom such signatory power has been granted by the Board. No single manager can bind the board of managers in adopting a decision.

**Art. 13.** The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

**Art. 14.** Each shareholder may take part in collective decisions or general meetings of shareholders irrespective of the number of Shares held by him. Meetings of shareholders should be held in Luxembourg. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding. Collective decisions of shareholders or resolutions of shareholders' meetings are validly taken only insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the Shares.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Shares, subject further to the provisions of the Law

**Art. 15.** The financial year starts on the 1<sup>st</sup> of January and ends on the 31<sup>st</sup> of December of each year.

**Art. 16.** At the end of each financial year, the accounts of the Company are established by the board of managers. Each shareholder may inspect such accounts at the registered office.

**Art. 17.** The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and other expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Shares.

The balance of the net profit may be distributed to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

The shareholders may decide to declare and pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realized since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

**Art. 18.** At the time of winding up the Company the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

**Art. 19.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

#### *Transitional provisions*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31<sup>st</sup> December, 2015.

Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

#### *Subscription and payment*

The twelve thousand five hundred (12,500) shares issued have been subscribed by Westfield Milan Shopping Centre LP, aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500).

The shares so subscribed have been fully paid up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.



The contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is entirely allocated to the share capital.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

#### *Resolutions of the shareholder*

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at State Street Services (Luxembourg) S.A., 47 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

(i) Mr Frits Fromberg Carlsen, born on 4 September 1959 in Copenhagen, Sweden, professionally residing at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; as a class A manager;

(ii) Mr Yves Cheret, born on 1 Mai 1966 in Eupen, Belgium, professionally residing at 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; as a class A manager; and

(iii) Mr Elliott Rusanow, born on 27 February 1974 in Sydney, Australia, residing at 69, Portland Street, 2030 Dover Heights, New South Wales, Australia, as a class B manager.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française de ce qui précède**

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuf octobre.

Par-devant nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

#### **ONT COMPARU:**

Westfield Milan Shopping Centre LP, est une société en commandite constituée et existant sous les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, enregistrée avec, Companies House sous le numéro LP16262, ayant son siège statutaire à 6<sup>th</sup> Floor, MidCity Place, 71 High Holborn, London WC1V 6EA, United Kingdom,

dûment représentée par Monsieur Danny Major, Rechtsanwalt, résidant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Londres, le 10 octobre 2014.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

**Art. 1<sup>er</sup>.** La Société est une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (ci-après "la Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après "les Statuts").

**Art. 2.** La Société a pour objet les investissements, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, d'actions, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces.

La Société peut exercer des activités d'investissement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son groupe ainsi que la gestion de trésorerie.

La Société peut exercer une activité industrielle et tenir un établissement commercial ouvert au public. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

La Société peut exercer ses activités soit directement, soit par l'intermédiaire d'une ou de plusieurs succursales.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société a comme dénomination Westfield Milan Shopping Centre S.à r.l.

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut être déplacée à l'intérieur de la commune par décision du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires (les "Parts Sociales") d'une valeur nominale de un Euro (EUR 1) chacune.

**Art. 7.** Le capital peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

**Art. 9.** Envers la Société, les Parts Sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10.** Les Parts Sociales ne sont transmissibles que conformément à la Loi.

**Art. 11.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est administrée par au moins trois gérants, nommés par les associés et dont la majorité devra à tout moment être résident à Luxembourg. Les gérants résidant au Luxembourg sont désignés comme les gérants A et les gérants ne résidant pas au Luxembourg sont désignés comme gérants B. Aucun gérant ne sera résident fiscal au Royaume-Uni. Les gérants constituent un conseil de gérance. Les pouvoirs de chaque gérant et la durée de son mandat sont déterminés par les associés.

Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit, par télécopie, câble télégramme télex ou E-Mail un autre membre du conseil de gérance.

Le conseil de gérance ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres sont présents ou représentés. Aucune réunion du conseil de gérance ne se tiendra sauf si la majorité des gérants est à l'extérieur du Royaume-Uni au moment de la réunion. Au moins un gérant devrait être présente physiquement à chaque réunion à Luxembourg. Les décisions seront prises à la majorité absolue des votes des membres du conseil de gérance présents ou représentés.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance sont signés par les membres présents et les porteurs de procuration des membres représentés.

Les gérants peuvent participer aux réunions du conseil de gérance par conférence téléphonique (mise en oeuvre du Luxembourg) ou par des moyens similaires de télécommunication permettant leur identification. Les résolutions prises seront documentées par la remise des procès verbaux aux membres du conseil de gérance et la signature par ceux ayant participé à de telles réunions.

Une décision signée par tous les gérants constitue une décision valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision peut être constatée dans un seul document ou en plusieurs documents séparés ayant le même contenu, chacun de ces documents signés par un ou plusieurs membres du conseil de gérance.

La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux membres du Conseil dont au moins un sera un gérant A, ou (ii) par les signatures conjointes de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil. Aucun gérant ne peut lier le conseil de gérance en adoptant une décision.

**Art. 13.** Les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14.** Chaque associé peut prendre part aux décisions collectives ou aux assemblées générales des associés, quel que soit le nombre de Parts Sociales qu'il détient. Les réunions des associés devraient être tenues au Luxembourg. Chaque associé a les droits de vote en rapport avec le nombre de Parts Sociales détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 16.** Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le conseil de gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 17.** Le bénéfice brut de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constitue le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution

de la réserve légale, jusqu'à celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Les Associés peuvent décider de distribuer et payer des dividendes intérimaires sur base des comptes préparés par le conseil de gérance en montrant qu'il y a des fonds suffisants pour la distribution. Le montant distribué ne peut pas dépasser les profits réalisés depuis la fin de la dernière année comptable y compris les profits reportés et les réserves distribuables et diminué par les pertes reportées et les montants alloués à la réserve légale.

**Art. 18.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés pas les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution et finira le 31 décembre 2015.

#### *Souscription et paiement*

Les douze mille cinq cents parts sociales émises ont été souscrites comme suit Westfield Milan Shopping Centre LP, susmentionné, pour un prix de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est dès à présent à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

L'apport global d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) est entièrement affecté au capital social.

#### *Frais*

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à EUR 1.500,-.

#### *Résolutions de l'associé*

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'adresse du siège social de la Société est établie au State Street Services (Luxembourg) S.A., 47 avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.

#### *Deuxième résolution*

Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

(i) Monsieur Frits Fromberg Carlsen, né le 4 septembre 1959 à Copenhague, Suède, résidant professionnellement à 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, gérant A;

(ii) Monsieur Yves Cheret, né le 1 mai 1966 à Eupen, Belgique, résidant professionnellement à 47, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, gérant A; et

(iii) Monsieur Elliott Rusanow, né le 27 février 1974 à Sydney, Australie, résidant à 69, Portland Street, 2030 Dover Heights, New South Wales, Australie, gérant B.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante connu du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. MAJOR et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2014. Relation: LAC/2014/51105. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 11 novembre 2014.

Référence de publication: 2014175788/258.

(140200707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 novembre 2014.

**Aster Growth SICAV-SIF S.A., Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulles.  
R.C.S. Luxembourg B 191.679.

—  
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-second day of October.

Before the undersigned Maître Henri HELLINCKX, Notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg,

There appeared:

ASTER CAPITAL SAS, a simplified joint-stock company (société par actions simplifiée) duly incorporated under the laws of France, with registered office at 7, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris, France and registered with the French Registre du Commerce et des Sociétés de Paris under number 414 286 567,

here represented by Mr. Régis Galiotto, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of proxies given on October 15<sup>th</sup>, 2014.

The said proxy initialed ne varietur by the appearing party and the Notary will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing person, acting as stated above, has required the officiating Notary to enact the deed of incorporation of a Luxembourg public limited company (société anonyme) with variable capital, qualifying as a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé (SICAV-SIF), which is hereby incorporated:

*Preliminary title definitions*

1915 Law	means the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as the same may be amended from time to time
2007 Law	means the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as the same may be amended from time to time
2013 Law	means the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers, as the same may be amended from time to time
Alternative Investment	means the management company in its function as the alternative investment fund manager that may be appointed by the Company in accordance with article 20 of these Articles of Incorporation
Fund Manager or AIFM	
AIFM Board	means the duly constituted board of managers of the AIFM
Articles of Incorporation or Articles	means these articles of incorporation of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Auditor of the Company or Auditor	means the auditor of the Company qualifying as an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé), as further described in article 26 of these Articles of Incorporation
Board of Directors or Board	means the board of directors of the Company
Business Day	means a full bank business day in Luxembourg
Central Administration Agent	means the central administration of the Company, acting in its capacity as central administration, registrar and transfer agent of the Company
Class(es)	means one or more classes of Shares that may be available in each Sub-Fund, the assets of which shall be commonly invested according to the investment objective of that Sub-Fund, but where amongst others a specific sales and/or redemption charge structure, fee structure, distribution policy, target, denomination currency or hedging policy shall be applied as further detailed in the Offering Memorandum
Closing(s)	means a date determined by the AIFM by which subscription agreements in relation to the issuance of Shares of a Sub-Fund have been received and accepted by the AIFM
Commitment	means the commitment to subscribe for Shares in a Sub-Fund and/or Class up to a maximum amount, which an Investor has consented vis-à-vis to the Company pursuant to the terms of a subscription agreement entered into between the Investor and the Company
Company	means Aster Growth SICAV SIF S.A., a Luxembourg investment company with variable capital - specialised investment fund (société d'investissement à capital variable - fond d'investissement spécialisé) incorporated as a public limited liability company (société anonyme)
Company Documents	The Company Documents, including:

	(i) Offering Memorandum; (ii) Articles of Incorporation; and (iii) Annual reports issued by the Company from time to time
CSSF	means the Luxembourg supervisory authority of the financial sector, the Commission de Surveillance du Secteur Financier
Defaulting Investor(s)	means any Investor declared defaulting by the AIFM in accordance with article 7 of these Articles of Incorporation
Depository or Depositary	means the credit institution within the meaning of the Luxembourg law dated 5 April 1993 relating to the financial sector, as amended, that has been appointed as depository and paying agent of the Company
Bank	
Director	means a member of the Board of Directors of the Company
Independent Appraiser	Means any Person, appointed by a Subsidiary and/or by the Company and/or AIFM, for the valuation of a given Subsidiary's or Sub-Fund's assets, and which has no interest in the Company
Investor	means a Well-Informed Investor, acting through its managing body or a legal representative, whose subscription agreement has been accepted by the Company or who has acquired any Unfunded Commitment and/or Shares from another Investor (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, any Shareholder)
Luxembourg GAAP	The generally accepted accounting principle in Luxembourg, as may be amended from time to time
Net Asset Value or NAV	means the net asset value of the Company, a given Sub-Fund or Class as determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation and the Offering Memorandum
Net Asset Value per Share	means the net asset value per Share of a Class in a Sub-Fund and Class, as determined in accordance with article 11 of these Articles of Incorporation and the Offering Memorandum
Offering Memorandum or Memorandum	means the Offering Memorandum of the Company as the same may be amended, supplemented and modified from time to time
Person	means any individual, public company, corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or other legal entity
Portfolio Investment	means any asset in which a Sub-Fund is intended to make or has made an investment, directly or indirectly via one or several Subsidiaries, as the case may be, as per the Investment Objectives and Policy and Investment Powers and Restrictions herein below
Prohibited Person	means any person, corporation, limited liability company, trust, partnership, estate or other corporate body, if in the sole opinion of the AIFM, the holding of Shares of the relevant Sub-Fund may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the relevant Sub-Fund, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or if as a result thereof the relevant Sub-Fund or any Subsidiary or Investment Structure may become exposed to tax or other regulatory disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred.
Investment Structures	means investment structures of any kind and nature, in the form of a corporation, limited liability company, trust, partnership, estate, unincorporated association or any other entity having legal personality or not, whether listed or unlisted, being regulated or not, based in any jurisdiction, and established for the purpose of investing, directly or indirectly, and financing any kind of assets of any kind and nature
Reference Currency	means the currency of the Company, the Euro (EUR)
Share(s)	means a share of any Class of any Sub-Fund in the capital of the Company, the details of which are specified in the Offering Memorandum. For the avoidance of doubt, reference to "Share(s)" includes references to any Class(es) when reference to specific Class(es) is not required
Shareholder(s)	means the holder of one or more Shares of any Class of any Sub-Fund of the Company
Sub-Fund(s)	means any Sub-Fund of the Company, the details of which are specified in the Offering Memorandum
Subsidiary	any local or foreign corporation or partnership or other entity (including for the avoidance of doubt any wholly-owned Subsidiary): a) which is controlled by the Company; and b) in which the Company holds more than fifty (50%) of the share capital; and c) which meets the following conditions:

	<p>a. it does not have any activity other than the holding of Portfolio Investments which qualify under the Investment Objective and Investment Policy of the Company; and</p> <p>b. to the extent required under applicable accounting rules and regulations, such subsidiary is consolidated in the annual accounts of the Company;</p> <p>any of the above mentioned local or foreign corporations or partnerships or other entities shall be deemed to be “controlled” by the Company if (i) the Company holds in aggregate, directly or indirectly, more than fifty percent (50%) of the voting rights in such entity or controls more than fifty percent (50%) of the voting rights pursuant to an agreement with the other shareholders or (ii) the majority of the managers or board members of such entity are members of the Board, except to the extent that this is not practicable for tax or regulatory reasons or (iii) the Company has the right to appoint or remove a majority of the members of the managing body of that entity</p>
Undrawn or Unfunded	means the portion of an Investor’s Commitment to subscribe for Shares in a Sub- Fund under the subscription agreement between the Investor and the Company, which has not yet been drawn down and paid to the relevant Sub-Fund
Commitment	
U.S. Person	means U.S. citizens or persons resident or incorporated in the U.S. and/or other natural or legal persons whose income and/or returns, regardless of origin, are subject to U.S. income tax, as well as persons who are considered to be U.S. persons pursuant to Regulation S of the U.S. Securities Act of 1933 and/or the U.S. Commodity Exchange Act, in each case as amended from time to time
Valuation Day	means the business day determined by the AIFM for the calculation of the Net Asset Value per Share of any Class of any of the Sub-Funds according to the Offering Memorandum; a valuation must be carried out at least once per year
Well-Informed Investor	<p>Has the meaning ascribed to it by article 2 of the 2007 Law, and includes:</p> <p>a) institutional investors;</p> <p>b) professional investors, being those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and</p> <p>c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions:</p> <p>(i) declares in writing that he/she adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the Company, or any equivalent amount in another currency; or</p> <p>(ii) declares in writing that he/she adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution within the meaning of the Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2009/65/EC, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in the Company</p> <p>The afore-mentioned conditions do not apply to the managers of the Company and any other person intervening in the management of the Company</p>

### **Title I. Name - Registered office - Duration - Purpose**

**Art. 1. Name.** The Company is hereby formed as a public limited liability company (société anonyme) qualifying as an investment company with variable share capital - specialised investment fund (société d’investissement á capital variable - fonds d’investissement spécialisé) under the name of "ASTER GROWTH SICAV-SIF S.A.".

**Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg.

The Board of Directors is authorized to transfer the registered office of the Company within the municipality of Luxembourg-City. The registered office may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole Shareholder or in case of plurality of Shareholders by means of a resolution of an extraordinary general meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

Branches, Subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the Board of Directors.

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

**Art. 3. Duration.** The Company is established for an unlimited period of time. However, Sub-Fund(s) may have a different duration as set out in the Offering Memorandum.

**Art. 4. Purpose.** The object of the Company is to invest the funds available to it in securities and other assets permitted by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its Investors the results of the management of its assets, provided that it shall comply with the investment restrictions and limitations as set out for the relevant Sub-Fund (s) in the Offering Memorandum.

The Company may enter into any and all contracts and agreements for carrying out the purpose of the Company and for administration and operation of the Company, and pay any expenses connected therewith.

The Company may acquire interests and create Subsidiaries by means of equity or debt or by combination of both.

The Company shall, to the extent appropriate, enter into contractual arrangements with its Subsidiaries and/or other entities in which it holds an interest to assume management, holding or financing activities and other functions of a managing holding company.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the 2007 Law.

## **Title II. Share capital - Shares - Net asset value**

**Art. 5. Share Capital - Sub-Funds - Classes of Shares.** The share capital of the Company shall be represented by fully paid up Shares of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company pursuant to article 11 of these Articles of Incorporation. The minimum share capital of the Company shall be, as provided by the 2007 Law, the equivalent of one million two hundred and fifty thousand Euros (EUR 1,250,000.-) and must be reached within twelve (12) months after the date on which the Company has been authorized as a fonds d'investissement spécialisé by the CSSF. The initial share capital of the Company shall be set at thirty-one thousand EUR (31,000.-) represented by thirty-one (31) fully paid up Shares.

The Reference Currency of the Company is the Euro.

The Board of Directors of the Company may, at any time, establish several pools of assets, each constituting a Sub-Fund (compartment) within the meaning of article 71 of the 2007 Law.

The Board of Directors shall attribute a specific investment objective and policy, specific investment restrictions and a specific denomination to each Sub-Fund.

The right of Shareholders and creditors relating to a particular Sub-Fund or raised by the incorporation, the operation or the liquidation of a Sub-Fund are limited to the assets of such Sub-Fund. The assets of a Sub-Fund will be answerable exclusively for the rights of the Shareholders relating to this Sub-Fund and for those of the creditors whose claim arose in relation to the incorporation, the operation or the liquidation of this Sub-Fund. In the relation between Shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity.

The Board of Directors may, at any time, offer different Classes of Shares within one or more Sub-Funds, which may differ, inter alia, in their denomination, hedging policy, fee structure, subscription and/or redemption procedures, minimum initial and subsequent investment and/or holding requirements, type of target investors and distribution policy applying to them as more fully described in the Offering Memorandum.

The proceeds of the issue of each Class of Shares of a given Sub-Fund shall be invested, in accordance with article 4 of these Articles of Incorporation, in securities of any kind and other assets permitted by the 2007 Law, pursuant to the investment objective and policy determined by the Board of Directors for the Sub-Fund established in respect of the relevant Class(es) of Shares, subject to the investment restrictions provided by law or determined by the Board of Directors.

For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in Euro, be converted into Euro and the capital shall be the aggregate of the net assets of all Classes and all Sub-Funds.

**Art. 6. Form of Shares.** The Company shall issue fully paid-up Shares of each Sub-Fund and each Class in uncertificated registered form only, each Share being linked to one of the Sub-Funds. Such Shares may be of different Classes. The register of the Shareholders is conclusive evidence of ownership of the Shares and the Company shall treat the registered owner of Shares as the owner thereof.

Subject to compliance with article 10 of these Articles of Incorporation, transfer of registered Shares shall be affected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept and enter in the register of Shareholders a transfer on the basis of correspondence or other documents recording the agreement of the transferor and transferee as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company. Any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by at least two (2) Directors or officers of the Company or by at least two (2) other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders. In the event that a

Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

The Company recognizes only one single owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Share(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) have to appoint one single attorney to represent such Share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Company may decide to issue fractional Shares up to one thousandth (1/1000) of a Share. Such fractional Shares shall not be entitled to vote, except to the extent their number is so that they represent a whole Share, but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

**Art. 7. Issue of Shares.** The Board of Directors is authorized, without any limitation, to issue at any time Shares of no par value fully paid up, in any Class and in any Sub-Fund, without reserving the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued. No Shares will be issued during any period when the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant Sub-Fund and Class is suspended pursuant to the provisions of article 12 of these Articles of Incorporation.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more closings or offering periods or at such other frequency as provided for in the Offering Memorandum.

The Board of Directors may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix (i) a minimum subscription and/or a minimum holding amount and (ii) a maximum number of Shareholders. The Board of Directors may also, in respect of any one given Sub-Fund and/or Class of Shares, levy an issuing commission and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Offering Memorandum.

The Board of Directors may fix an initial subscription day or initial subscription period during which the Shares of any one given Sub-Fund and/or Class of Shares will be issued at a fixed price (i.e. the initial subscription price), plus any actualization interests, applicable fees, commissions and costs, as determined by the Board of Directors and provided for in the Offering Memorandum.

At the incorporation of the Company, the initial capital of the Company has been subscribed by Aster Capital Partners S.A.S thereof against the issue of Shares at the applicable Initial Subscription Price. The subscriber of the initial capital is under no obligation to commit to subscribe for additional Shares. The subscriber of the initial share capital may, during the Initial Offer Period, request the redemption of all or part of the Shares issued at the incorporation of the Company at the Initial Subscription Price and thereafter at the applicable Adjusted Net Asset Value.

Whenever the Company offers Shares of any one given Sub-Fund and/or Class of Shares after the initial subscription day or initial subscription period for such Sub-Fund and/or Class of Shares, Shares shall be issued at the next available Net Asset Value per Share of the relevant Class and Sub-Fund, as determined in compliance with article 11 of these Articles of Incorporation, plus any applicable issuing commission and/or equalisation charge as determined by the Board of Directors and disclosed in the Offering Memorandum. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which the Shares of the Company are sold will also be charged.

Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors and described in the Offering Memorandum.

The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from an auditor qualifying as a réviseur d'entreprises agréé. Specific provisions relating to in kind contribution may be included in the Offering Memorandum.

The Board of Directors may delegate to any duly authorized director, manager, officer or to any other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

As further detailed in the Offering Memorandum, the Board of Directors will have full discretion when issuing subscription requests to investors having entered into a subscription agreement. The Board of Directors may take into account situations where an Investor may be excused under its subscription agreement from making all or a portion of a payment following a subscription request in order to avoid a situation prohibited for example by the relevant Investor's



articles of incorporation or by the applicable laws and regulation of the Investor's home country and/or any other terms and conditions provided for in the relevant subscription agreement.

The failure of an Investor to make, within a specified period of time determined by the AIFM, any required contributions or certain other payments, in accordance with the terms of its subscription agreement, entitles the AIFM to declare the relevant Investor a Defaulting Investor, which results in the penalties determined by the AIFM and detailed in the Offering Memorandum, unless such penalties would be waived by the AIFM in its discretion.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the Board of Directors may, at any time and from time to time and in its absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of Shares of any Class in any one or more Sub-Funds.

The Company may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing Shares, refuse subscription applications in whole or in part and suspend or limit, in compliance with article 10 of these Articles of Incorporation, their sale to individuals or corporate bodies in particular countries or areas, for specific periods or permanently.

**Art. 8. Redemption of Shares.** Prospective Investors should refer to the relevant Appendix as regards applicable permissions, restrictions or limitations that may apply to the redemption of the relevant Shares within a given Sub-Fund.

Except in case of Defaulting Investor, the redemption price will equal the Net Asset Value per Share that will be calculated with respect to the next following Valuation Day, and will be paid within maximum six (6) months following the relevant Valuation Day. No redemption request shall be accepted by the Board of Directors on behalf of the Company in any other circumstances than those specified herein and in the relevant Appendix.

In any case, Shares may be compulsorily redeemed as per the provisions herein, whenever the Board of Directors considers the redemption to be in the best interests of the Company, subject to the availability of sufficient cash to pay the redemption proceeds, and subject to any restrictions contained in the 2007 Law.

In particular, the Company shall under no circumstance redeem any Shares if the net assets of the Company would fall below the minimum capital required in the 2007 Law as a result of such redemption.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Shareholder who so agrees, in specie by allocating to the Shareholder investments from the Portfolio Investments of the Company equal to the value of the Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

All redeemed Shares shall be cancelled.

**Art. 9. Conversion of Shares.** Conversions of Shares between Classes and Sub-Funds are possible in line with the rules set forth in the Offering Memorandum.

**Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares and the Transfer of Shares.** The AIFM shall restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any prospective investor not qualifying as a Well-Informed Investor, and/or if it considers that this ownership:

- i. violates the laws and/or regulations of the Grand-Duchy of Luxembourg or of any other country; or
- ii. may subject the Company to taxation in a country other than the Grand-Duchy of Luxembourg (including, without limitation, causing the assets of the Company to be deemed to constitute "plan assets" for purposes of the US Department of Labor Regulations under "ERISA"); or
- iii. may incur fines or penalties that it would not have otherwise incurred; or
- iv. may otherwise be detrimental to the Company or to the interests of the other Shareholders.

Any prospective investor determined by the AIFM as falling within one of the above categories is defined as a "Prohibited Person". A prospective investor that does not qualify as Well-Informed Investor shall automatically be regarded as a Prohibited Person. In such instance:

- i. the Board may decline to accept Subscription Agreements, issue any Shares and decline to register any transfer of Shares when it appears that such subscription, issue or transfer might or may have as a result the allocation of legal or beneficial ownership of the Shares to a Prohibited Person;
- ii. if it appears that a Prohibited Person (either alone or together with other persons) is the owner of Shares, the Board may in its absolute discretion:
  - a. decline to accept the vote of the Prohibited Person at any General Meeting; and/or
  - b. retain all dividends paid or other sums distributed with regard to the Shares held by the Prohibited Person; and/or
  - c. instruct the Prohibited Person to sell the concerned Shares and to demonstrate to the Company that this sale was made within thirty (30) calendar days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer as set out herein and in the Articles; and/or
  - d. proceed with the compulsory redemption of all the relevant Shares, in which case the following procedure shall be applied:

- the Board shall send a notice (hereinafter called the "redemption notice") to the relevant investor possessing the Shares to be redeemed; the redemption notice shall specify the Shares to be redeemed, the price to be paid, and the place where this price shall be payable. The redemption notice may be sent to the investor by recorded delivery letter to his/her/it last known address. The investor in question shall be obliged without delay to deliver to the Company the certificate(s), if there are any, representing the Shares to be redeemed specified in the redemption notice. From the closing of the offices on the day specified in the redemption notice, the investor shall cease to be the owner of the Shares specified in the redemption notice and the certificates representing these Shares shall be rendered null and void in the books of the Company;

- the price at which the Shares specified in the redemption notice shall be redeemed (the "redemption price") shall be determined in accordance with the rules in the Memorandum. Payment of the redemption price will be made to the owner of such Shares in the reference currency of the relevant Class, except during periods of exchange restrictions, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon delivery of the Share certificate(s), if issued, representing the Shares specified in such notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the Shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such Shares or any of them, or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the Shareholders appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without interest) from such bank upon effective delivery of the Share certificate(s), if issued, as aforesaid.

The exercise of this power by the AIFM, on behalf of the Company, shall not be questioned or invalidated in any case, on the grounds that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any redemption notice, provided that in such case said powers were exercised by the Company in good faith.

In particular, the AIFM may restrict or block the ownership of Shares in the Company by any "US Person" unless such ownership is in compliance with the relevant US laws and regulations.

The offering of the Shares may further be restricted to specific categories of Well-Informed Investors in certain jurisdictions in order to conform to local law, customs or business practice or for fiscal or any other reason.

In addition, the Board may decide not to offer or sell to, or may require any prospective Well-Informed Investor to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not such is, or will be, a Prohibited Person or a US Person.

Finally, the Board intends to limit investments in the Company by US corporate pension and other plans subject to "ERISA" or Section 4975 of the Internal Revenue Code of 1986 (the "Code") pursuant to the regulatory twenty-five percent (25%) test applicable for purposes of "ERISA" and Section 4975 of the Code, with the intention that the assets of the Company would not be considered "plan assets" for such purposes.

Investors may only transfer their Shares and Unfunded Commitments either together or separately, subject to the conditions set out in the Memorandum.

The transferee shall accept and become solely liable for all liabilities and obligations relating to such transfer of Shares and/or Unfunded Commitment and accept the terms of the subscription agreement to be concluded between the Investor and the Company upon which the transferor shall be released from such liabilities and obligations. Once the Board of Directors has accepted the transferee and the transferor has transferred its Commitment and/or its Shares, such transferor shall have no further liability of any nature under the Offering Memorandum or in respect of the Sub-Fund in relation to the Commitment and/or Shares it has transferred.

**Art. 11. Calculation of the Net Asset Value per Share.** The Net Asset Value (NAV) will be expressed in the Reference Currency of the Company or of the relevant Sub-Fund as the case may be, and shall be determined by the Central Administration Agent under the supervision of the Board or in the case being the AIFM on each Valuation Day, in accordance with Luxembourg law and Luxembourg GAAP.

The Board or in the case being the AIFM sets the Valuation Days, and the methods whereby the Net Asset Value is made public, in compliance with the legislation in force.

The NAV per Share is up to two (2) decimal places. It is equal to the total assets of the Company (or of the relevant Sub-Fund as the case may be) less all liabilities attributable to the Company (or to the relevant Sub-Fund as the case may be), divided by the applicable number of Shares.

The NAV shall be calculated in accordance with the valuation rules set forth below and Luxembourg GAAP. In determining the Net Asset Value per Share, income and expenditure are treated as accruing daily.

The accounts of any Subsidiaries will be consolidated (to the extent required under applicable accounting rules and regulations) with the accounts of the Company at each Valuation Day and accordingly the underlying assets and liabilities will be valued in accordance with the valuation rules described below.

The calculation of the NAV shall be made in the following manner:

1) Assets

The assets of the Company, with respect to each Sub-Fund, shall include:

a. all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;

b. all bills and promissory notes payable and accounts receivable (including proceeds of participations, properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);

c. all shares, units, convertible securities, debt and convertible debt securities or other securities of Subsidiaries registered in the name of the Sub-Fund;

d. all securities, shares, bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, options or subscription rights, warrants, money market instruments, and all other investments and transferable securities belonging to the Sub-Fund;

e. all dividends and distributions payable to the Sub-Fund either in cash or in the form of stocks and shares (the Company may, however, make adjustments to account for any fluctuations in the market value of transferable securities resulting from practices such as ex-dividend or ex-claim negotiations);

f. all real estate, properties or property rights registered in the name of the Company, its Sub-Fund(s) or any of the Subsidiaries;

g. all rentals accrued on any real estate or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company or its Sub-Fund, except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;

h. all shareholdings in convertible and other debt securities of real estate companies;

i. the Sub-Fund's preliminary expenses, to the extent that such expenses have not been fully amortized within five (5) years of the relevant Sub-Fund's formation;

j. the Sub-Fund's other fixed assets, including office buildings, equipment and fixtures;

k. all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance, insofar as the same have not been written off.

## 2) Liabilities

The liabilities of the Company, with respect to each Sub-Fund, shall include:

a. all borrowings/loans, bills, promissory notes and accounts payable;

b. all known liabilities, whether or not already due, including all contractual obligations that have reached their term, involving payments made either in cash or in the form of assets, including the amount of any dividends declared by the Board but not yet paid;

c. all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);

d. all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management and advisory fees, including incentive fees (if any), custody fees, paying agency, registrar and transfer agency fees and domiciliary and corporate agency fees as well as reasonable disbursements incurred by the service providers);

e. all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Board or the case being the AIFM, where the Valuation Day falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;

f. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the calculation day, as determined from time to time by the Board or the case being the AIFM, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board or the AIFM, as well as such amount (if any) as the Board or the AIFM may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Sub-Fund;

g. all other liabilities of the Sub-Fund of any kind, except liabilities represented by Shares. In determining the amount of such liabilities, the Board or the case being the AIFM shall take into account all expenses payable by the Sub-Fund including, but not limited to:

- formation expenses, provided they are fully amortized within five (5) years from the incorporation of the Company;
- expenses in connection with and fees payable to the AIFM, any investment advisors(s), accountants, depository banks/custodians and correspondents, prime brokers, brokers, registrar and transfer agents, paying agents, distributors, permanent representatives in places of registration and auditors;

- administration and domiciliary services, promotion, printing, reporting, publishing (including advertising or preparing and printing of the Memorandum, explanatory memoranda, registration statements, financial reports) and other operating expenses;

- the cost of buying and selling assets (transaction costs);

- interest and bank charges; and

- taxes and other governmental charges.

The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated basis annually or for other periods in advance and may accrue the same in equal proportions over any such period.

## 3) Determination of the Value of the Assets

The value of the assets of the Company with respect to each Sub-Fund shall be determined as follows:

a. the value of any cash in hand or on deposit, discount notes, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received, shall be equal to the entire

amount thereof, unless the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof shall be determined after making such discount as the AIFM may consider appropriate in such case to reflect the fair value thereof

b. the value of unlisted securities and private equity securities will be appraised at fair value under the direction of the AIFM in accordance with appropriate professional standards;

c. the value of all portfolio securities and money market instruments or derivatives that are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market will be based on the last available price on the principal market on which such securities, money market instruments or derivatives are traded, as supplied by a recognized pricing service approved by the AIFM. If such prices are not representative of the fair value, such securities, money market instruments or derivatives as well as other permitted assets may be appraised at a fair value at which it is expected that they may be resold, as determined in good faith under the direction of the AIFM;

d. the value of money market instruments which are not quoted or traded on a regulated market will be appraised at the fair value at which they are expected to be resold, as determined in good faith under the direction of the AIFM;

e. investment in real estate registered in the name of the Sub-Fund or a direct or indirect Subsidiary will be valued by one or more Independent Appraisers at the end of each Financial Year and on such other days as the AIFM may determine, in accordance with its/their applicable standards;

f. the value of the participations in UCIs and investment funds shall be based on the last available valuation. Generally, such participations will be valued in accordance with the methods provided by the documents governing such vehicles. These valuations shall normally be provided by the Company administrator or valuation agent of the vehicle. To ensure consistency within the valuation of the Company/Sub-Fund, if the time at which the valuation of the relevant vehicle is calculated does not coincide with the valuation time of the Company/Sub-Fund, and such valuation is determined to have changed materially since it was calculated, then the NAV may be adjusted to reflect the change as determined in good faith under the direction of the AIFM;

g. all other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the AIFM or, to the extent such prices are not deemed to be representative of Market Values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the AIFM. Money market instruments held by the Company/Sub-Fund with a remaining maturity of ninety (90) days or less will be valued by the amortized cost method, which approximates Market Value;

h. the valuation of swaps will be based on their market value, which itself depends on various factors (e.g. level and volatility of the underlying asset, market interest rates, residual term of the swaps). Any adjustments required as a result of issues and redemptions are carried out by means of an increase or decrease in the nominal of the swaps, traded at their market value;

i. the valuation of derivatives traded over-the-counter (OTC), such as futures and forward contracts not traded on exchanges or on other recognized markets, will be based on their net liquidating value determined pursuant to the policies established by the AIFM on the basis of recognized financial models in the market and in a consistent manner for each category of contracts. The net liquidating value of a derivative position is to be understood as being equal to the net unrealized profit/loss with respect to the relevant position;

j. the value of other assets will be determined prudently and in good faith under the direction of the AIFM in accordance with the relevant valuation principles and procedures;

k. the value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant valuation day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the AIFM;

l. the amortized cost method of valuation for short-term transferable debt securities may be used. This method involves valuing a security at its cost and thereafter assuming a constant amortization to maturity of any discount or premium regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the security. While this method provides certainty in valuation, it may result during certain periods in values which are higher or lower than the price which the Company/Sub-Fund would receive if it sold the securities. For certain short term transferable debt securities, the yield to a Shareholder may differ somewhat from that which could be obtained from a similar structure which marks its portfolio securities to market each day.

For the purpose of the above:

- Shares to be issued by the Company/Sub-Fund shall be treated as being in issuance as from the time specified by the AIFM on the Valuation Day with respect to which such valuation is made and from such time and until received by the Company/Sub-Fund the price therefore shall be deemed to be an asset of the Company/Sub-Fund;

- Shares of the Company/Sub-Fund to be redeemed (if any) shall be treated as existing and taken into account until the date fixed for redemption, and from such time and until paid by the Company/Sub-Fund the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company/Sub-Fund;

- all Portfolio Investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the EUR shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the NAV per Share; and

- where on any Valuation Day the Company/Sub-Fund has contracted to:

\* purchase any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

\* sell any asset (if the underlying risks and rewards of transaction are transferred), the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered by the Company shall not be included in the assets of the Company;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the AIFM.

The AIFM, at its discretion, may authorize the use of other methods of valuation if it considers that such methods would enable the fair value of any asset of the Company to be determined more accurately, including whenever extraordinary circumstances render valuations above impracticable or inadequate.

Where necessary, the fair value of an asset is determined by the AIFM, or by a committee appointed by the AIFM, or by a designee of the AIFM.

If, since the time of determination of the Net Asset Value per Share, there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the Portfolio Investments are dealt in or quoted, the AIFM may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Company, cancel the first valuation of the Net Asset Value per Share and carry out a second valuation. All subscription, redemption and conversion orders received with respect to this valuation day will be dealt with at the next following Net Asset Value per Share.

For each Sub-Fund, adequate provisions will be made for expenses incurred and due account will be taken of any off-balance sheet liabilities in accordance with fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Reference Currency will be converted into the Reference Currency at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the AIFM.

For each Class, the Net Asset Value per Share shall be calculated in the relevant Reference Currency with respect to each Valuation Day by dividing the net assets attributable to such Class (which shall be equal to the assets minus the liabilities attributable to such Class) by the number of Shares issued and in circulation in such Class. The Net Asset Value per Share of the different Classes can differ as a result of the declaration/payment of dividends, differing fee and/or cost structures or different hedging strategy for each Class.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision to determine the Net Asset Value taken by the AIFM or by any bank, company or other organization which the AIFM may appoint for such purpose, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

The Net Asset Value and the issuance and redemption prices per Share of each Class may be obtained during business hours at the registered office of the Company.

For the avoidance of doubt, the provisions of this Section including, in particular, the above paragraph are rules for determining the Net Asset Value per Ordinary Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Company or any Shares issued by the Company.

**Art. 12. Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value.** The Company and/or the AIFM may, with respect to one or more Sub-Funds, suspend the determination of the Net Asset Value and/or, where applicable, the subscription, redemption and/or conversion of Shares, in the following cases:

1) when the stock exchange(s) or market(s) that supply prices for a significant part of the assets of one or several Sub-Funds are closed, or in the event that transactions on such a market are suspended or are subject to restrictions, or are impossible to execute in volumes allowing the determination of fair prices;

2) when the information or calculation sources normally used to determine the value of the assets of the Company or relevant Sub-Fund are unavailable, or if the value of an investment cannot be determined with the required speed and accuracy for any reason whatsoever, including in the event of breakdown of the communication means normally used;

3) when exchange or capital transfer restrictions prevent the execution of transactions or if purchase or sale transactions cannot be executed at normal rates;

4) when the political, economic, military or monetary environment, or an event of force majeure, prevent the Company or relevant Sub-Fund from being able to manage normally its assets or its liabilities and prevent the determination of their value in a reasonable manner;

5) when, for any other reason, the prices of any significant Portfolio Investments cannot be promptly or accurately ascertained;

6) when the Company or relevant Sub-Fund is in the process of establishing exchange parities in the context of a merger, a contribution of assets, an asset or share split or any other restructuring transaction;

7) when there is a suspension of redemption or withdrawal rights by one or several UCIs, investment funds or similar structure in which the Company or relevant Sub-Fund is invested;

8) when the AIFM so decides, provided all Shareholders are treated on an equal footing and all relevant laws and regulations are applied (i) as soon as an extraordinary General Meeting has been convened for the purpose of deciding on the liquidation or dissolution or the merger or absorption of the Company and (ii) when the AIFM is empowered to decide on this matter, upon its decision to liquidate or dissolve or merge the Company;

9) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of resolving the winding-up of the Company;

10) in exceptional circumstances which shall be duly justified, whenever the AIFM considers it necessary in order to avoid irreversible negative effects on the Company or relevant Sub-Fund, in compliance with the principle of equal treatment of Shareholders and in their best interests.

In the event of exceptional circumstances which could adversely affect the interest of the Shareholders or insufficient market liquidity, the AIFM reserves the right to determine the Net Asset Value only after it shall have completed the necessary purchases and sales of securities, financial instruments or other assets on the Company's or relevant Sub-Fund's behalf.

The suspension of the calculation of the Net Asset Value and/or, where applicable, of the subscription, redemption and/or conversion of Shares, shall be notified to the relevant persons through all means reasonably available to the Company, unless the AIFM is of the opinion that a publication is not necessary considering the short period of the suspension.

Such a suspension decision shall be notified to any Shareholders requesting subscription or, if permitted, redemption or conversion of their Shares.

When, with respect to any Sub-Fund in which Investors are entitled to request the redemption/conversion of their Shares, one or more application(s) for redemption/conversion is/are received in respect of any relevant Valuation Day, which either alone or when aggregated with other applications so received, exceed(s) the threshold determined by the AIFM for such Sub-Fund, the AIFM reserves the right in its sole and absolute discretion (and in the best interests of the remaining Shareholders), to scale down pro rata each such application with respect to such Valuation Day so that no more than the corresponding amounts be redeemed/converted on such Valuation Day. To the extent that any application is not given full effect on such Valuation Day by virtue of the exercise of the power to pro-rate applications, and unless the relevant Shareholder requests otherwise and the AIFM consents to the request, it shall be treated with respect to the unsatisfied balance thereof as if a further request had been made by the shareholder in respect of the next following Valuation Day, and, if necessary, subsequent Valuation Days, until such application shall have been satisfied in full. The Shares which are the subject of the unsatisfied balance in respect of any such deferred redemption/conversion will remain exposed to possible fluctuations in the Net Asset Value of the relevant Sub-Fund until such time as the redemption/conversion is fully paid. With respect to any application received in respect of the Valuation Day to the extent that subsequent applications shall be revived in respect of the following Valuation Days, such later applications shall be postponed in priority to the satisfaction of application relating to the Valuation Day, but subject thereto shall be dealt with as set out in the preceding sentence. The redemption price applicable to the Shares redeemed/converted pursuant to a deferred redemption/conversion request will be the price as at the applicable Valuation Day with respect to which such Shares are actually redeemed/converted.

**Art. 13. Independent Appraiser.** The Company and/or the AIFM may appoint one or more independent appraiser(s) with respect to one or more Sub-Fund(s) from time to time, and in particular concerning private equity and venture capital Sub-Funds, so as to provide, inter alia, (i) independent valuation of the relevant Sub-Fund's Portfolio Investments, held directly or via Subsidiaries, for the purpose of calculating the Net Asset Value and (ii) independent valuation of the Portfolio Investments to be acquired or disposed of.

The Independent Appraisers shall not be affiliates of the Company or AIFM or Investment Advisor(s) or of the Shareholders.

The identity of the Independent Appraisers, when appointed, will be published in the annual report of the Company, and may alternatively be disclosed in an updated version of the Memorandum. The Shareholders may further inform themselves at the registered office of the Company about the name(s) of the Independent Appraisers.

### **Title III. Administration and Supervision**

**Art. 14. Directors.** The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three (3) members, who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding five (5) years. In case a Director is elected without any indication on the term of his mandate, he is deemed to be elected for five (5) years from the date of his election. Upon expiry of its mandate, a Director may seek reappointment.

The Directors shall be elected by a general meeting of Shareholders, which shall further determine the number of Directors, their remuneration and the term of their office.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the Shares present or represented at such general meeting.

Any Director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting. The Director removed will remain in function until its successor is elected and take up its functions.

In the event of a vacancy in the office of Director, the remaining Directors may temporarily fill such vacancy; the Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

**Art. 15. Board Meetings.** The Board of Directors may choose from among its members a chairman. The first chairman may be appointed by the first general meeting of Shareholders.

The Board of Directors may choose one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who need not be a Director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two (2) Directors, in Luxembourg or as the case may be from time to time any such other place as indicated in the notice of such meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. In his absence, the Shareholders or the Directors shall decide by a majority vote that another Director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all Directors at least twenty-four (24) hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing or by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication, of each Director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any Director may act at any meeting by appointing in writing, by cable, e-mail, facsimile transmission or any other similar means of communication another Director as his proxy. A Director may represent several of his colleagues.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call, video conference or similar means of communications equipment complying with technical features which guarantee an effective participation to the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication shall be as valid and effectual as if physically held, provided that the minutes of the meeting are prepared and duly signed by the chairman of such meeting, and shall be deemed to be held at the registered office of the Company. Each participating Director shall be authorized to vote by video or by telephone.

The Directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the Directors are present or represented.

Resolutions are taken by a majority vote of the Directors present or represented. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution is equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting or by any two (2) Directors. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two Directors.

Circular resolutions signed by all Directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters or facsimiles. Such resolutions shall enter into force on the date of the circular resolution as mentioned therein. In case no specific date is mentioned, the circular resolution shall become effective on the day on which the last signature of a board member is affixed.

Resolutions taken by any other electronic means of communication e.g. e-mail, cables, telegrams or telexes shall be formalized by subsequent circular resolution. The date of effectiveness of the then taken circular resolution shall be the one of the latest approval received by the Company via electronic means of communication. Such approvals received by all Directors shall remain attached to and form an integral part of the circular resolution endorsing the decisions formerly approved by electronic means of communication.

Any circular resolutions may only be taken by unanimous consent of all the members of the Board of Directors.

**Art. 16. Powers of the Board of Directors.** The Board of Directors is, within the limits set in these Articles of Incorporation and the Offering Memorandum, vested with the broadest powers to perform all acts of disposition, management and administration within the Company's purpose, in particular in compliance with the investment policy and investment restrictions as determined in article 19 of these Articles of Incorporation and the Offering Memorandum.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders of the Company or a Sub-Fund are in the competence of the Board of Directors.

For the avoidance of doubt, inter alia, the appointment or removal of the AIFM, a potential investment manager or other asset manager to which the Company or the AIFM may from time to time delegate any asset management decisions, as well as any amendments of these Articles of Incorporation, the investment policy and restrictions as stipulated in the Offering Memorandum for any Sub-Fund and any decisions regarding a potential merger, dissolution or liquidation of the

Company and/or a Sub-Fund remain in the sole capacity of the Shareholders and require a resolution of the Shareholders of the Company or the relevant Sub-Fund, as applicable, according to Articles 26 or 27.

**Art. 17. Corporate Signature.** Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two (2) Directors or by the joint signatures of any two (2) officers of the Company or of any other person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

**Art. 18. Delegation of Power.** The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such daily management and affairs to any member of the Board of Directors, officers or other agents, legal or physical person, who may but are not required to be Shareholders of the Company, under such terms and with such powers as the Board of Directors shall determine and who may, if the Board of Directors so authorizes, sub-delegate their powers under the Board of Directors' supervision.

The Board of Directors may also confer all powers and special mandates to any person, and may, in particular appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be Directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles of Incorporation, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Furthermore, the Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Directors and/or external persons and to which it may delegate powers as appropriate.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

**Art. 19. Investment Policies and Restrictions.** All investments and the course of conduct of the management and business affairs of each Sub-Fund of the Company shall be subject to the corporate and investment policy and the investment restrictions as set forth in the Offering Memorandum (as amended from time to time by the Shareholders in accordance Article 26 of these Articles of Incorporation) and in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors, acting in the best interests of the Company and with the approval of the Shareholders, may decide, in the manner described in the Offering Memorandum of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their Sub-Funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

**Art. 20. Alternative Investment Fund Manager.** The Company may appoint a management company as an external alternative investment fund manager or remain self-managed. The AIFM will, under the supervision of the Board of Directors, administer and manage each Sub-Fund in accordance with the Offering Memorandum, the Articles of Incorporation and under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, in particular the 2007 law and the 2013 law and in the exclusive interest of the Shareholders, and it will be empowered, subject to the rules as further set out hereafter, to exercise all of the rights attached directly or indirectly to the assets of each Sub-Fund. Details regarding the appointment of the external alternative investment fund manager or self-managed structure of the Company will be incorporated in the Offering Memorandum

**Art. 21. Investment Manager and Investment Advisors.** The Company and/or the AIFM may appoint an investment manager to manage, under the overall control and responsibility of the Board of Directors, the securities portfolio of one or more Sub-Funds of the Company.

The Company and/or the AIFM may furthermore appoint one or more investment advisor(s) with the responsibility to prepare the purchase and sale of any eligible investments for one or more Sub-Fund of the Company and otherwise advise the Company with respect to asset management as further described in the Offering Memorandum.

The powers and duties of the investment manager and the respective investment advisor as well as their remuneration will be described in an investment management agreement and/or investment advisory agreement to be entered into by the Company and/or the AIFM and/or the respective investment manager and/or investment advisor (as the case may be).

**Art. 22. Conflicts of Interests.** In the event of a conflict of interests as described below, such conflict will be fully disclosed to the Board of Directors.

In the conduct of its business the AIFM, the Investment Advisor and their affiliates shall identify, manage and where necessary prohibit any action or transaction that may pose a conflict between their respective various business activities and the Company or its investors. The AIFM, the Investment Advisor and their affiliates strive to manage any conflicts in a manner consistent with the highest standards of integrity and fair dealing. For this purpose, the AIFM and the Investment Advisor have implemented procedures that shall ensure that any business activities involving a conflict which may harm the interests of the Company or its investors, are carried out with an appropriate level of independence and that any conflicts are resolved fairly.

A conflict of interests shall arise where a Sub-Fund is presented with (i) an investment proposal involving any kind of assets or an Investment Structure owned (in whole or in part), directly or indirectly, by the Investment Advisor, one of



its affiliates or an Investor of the relevant Sub-Fund, or (ii) any disposition of assets to the Investment Advisor, one of its affiliates or an Investor. Such conflict of interests will be fully disclosed to the Board of Directors. Potential conflicts of interest may also arise because Affiliates of the Investment Advisor, other funds managed by the AIFM or Investment Advisor's Affiliates may have invested directly or indirectly in the Company.

Where a Director has an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Directors conflicting with that of the Company, he shall be obliged to inform the Board of Directors thereof and to have this statement recorded in the minutes of such meeting. He may not take part in the deliberations and the voting thereon. The Board of Directors will be obliged to make a special report thereon to the next following general meeting of Shareholders of the Company or the respective Sub-Fund, as applicable, before any other resolution is put to vote. The same procedure will be applied *mutatis mutandis* in the case of conflicts of interests of the directors of the AIFM.

Notwithstanding anything to the contrary in the Company Documents, the AIFM, the Investment Advisor and their affiliates may actively engage in transactions on behalf of other investment funds and accounts that involve the same assets in which the Sub-Funds will invest. The Investment advisor and its affiliates may provide investment advisory services to other investment funds and accounts that have investment objectives similar or dissimilar to those of the Sub-Funds and/or which may or may not follow investment programs similar to the Sub-Funds, and in which the Sub-Funds will have no interest. The portfolio strategies of the Investment Advisor and/or its affiliates used for other investment funds or accounts could conflict with the transactions and strategies advised by the investment manager or the Investment Advisor in managing a Sub-Fund and affect the prices and availability of the assets in which the Sub-Fund invests.

An investment manager, an investment advisor and their affiliates may give advice or take action with respect to any of their other clients which may differ from the advice given or the timing or nature of any action taken with respect to investments of a Sub-Fund. An investment manager and an investment advisor have no obligation to advise any investment opportunities to a Sub-Fund which the investment manager and the investment advisor may advise to other clients.

The AIFM, an investment manager, an investment advisor and their respective members, officers and employees will devote as much of their time to the activities of a Sub-Fund as they deem necessary and appropriate. By the terms of the relevant investment management agreement or investment advisory agreement, the investment manager, the investment advisor and their affiliates are not restricted from forming additional investment funds, from entering into other investment advisory relationships, or from engaging in other business activities, even though such activities may be in competition with a Sub-Fund and/or may involve substantial time and resources of the investment manager and the investment advisor. These activities will not qualify as creating a conflict of interest in that the time and effort of the members, officers and employees of the investment manager, the investment advisor and their affiliates will not be devoted exclusively to the business of the Company but will be allocated between the business of the Company and other advisees of the investment manager and the investment advisor.

For the avoidance of doubt, the actions described in paragraphs 5 through 7 of this article do not constitute a conflict of interests.

**Art. 23. Indemnification.** The Company will indemnify within the limits set forth by Luxembourg law the Board of Directors, the AIFM (if any), an investment manager, an investment advisor and their respective officers, directors, managers, employees and associates and all persons serving on the AIFM board, if any, (each an "Indemnitee") against all claims, liabilities, cost and expenses incurred in connection with their role as such, other than for gross negligence, fraud or wilful misconduct. Shareholders will not be individually obligated with respect to such indemnification beyond the amount of their investments in the Company and their Unfunded Commitments.

The Indemnitees shall have no liability for any loss incurred by the Company or any Shareholder howsoever arising in connection with the service provided by them in accordance with the Company Documents, and each Indemnitee shall be, within the limits set forth by Luxembourg law, indemnified and held harmless out of the assets of the Company against all actions, proceedings, reasonable costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities incurred or sustained by an Indemnitee in or about the conduct of the Company's business affairs or in the execution or discharge of his duties, powers, authorities or discretions in accordance with the terms of the appointment of the Indemnitee, including without prejudice to the generality of the foregoing, any costs, expenses, losses or liabilities incurred by him in defending (whether successfully or otherwise) any civil proceedings concerning the Company or its affairs in any court whether in Luxembourg or elsewhere, unless such actions, proceedings, costs, charges, expenses, losses, damages or liabilities resulted from his gross negligence, wilful misconduct or fraud.

**Art. 24. Auditors of the Company.** The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (*réviseur d'entreprises agréé*) appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor of the Company shall fulfil all duties prescribed by the 2007 Law.

#### **Title IV. General Meetings - Accounting year - Distributions**

**Art. 25. General Meetings of Shareholders of the Company.** The Company may have a sole Shareholder at the time of its incorporation or when all of its Shares come to be held by a single person. The death or dissolution of the sole Shareholder does not result in the dissolution of the Company.

If there is only one Shareholder, the sole Shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of Shareholders and takes the decisions in writing.

In case of plurality of Shareholders, the general meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders regardless of the Class to which they belong. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors. Furthermore, a general meeting has also to be convened at any time at the written request of the Shareholders, which together represent one tenth (10%) of the capital of the Company at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Company's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any (annual or extraordinary) general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least eight (8) days before the date of the meeting.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law, at the registered office of the Company or such other place in Grand Duchy of Luxembourg, as may be specified in the notice of meeting, on the third Thursday in the month of June in each year at 2 p.m. or if any such day is not a Business Day, on the next following Business Day.

Other meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet in general meetings upon call by the Board of Directors and will be convened in accordance with the 1915 Law.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by Shareholders in order to attend any meeting of Shareholders.

The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters except if all the Shareholders agree to another agenda.

Each Share of whatever Class in whatever Sub-Fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram or facsimile transmission, such person need not be a Shareholder and who may be a Director of the Company.

Each Shareholder may vote through voting forms sent by post or facsimile to the Company's registered office or to the address specified in the convening notice. The Shareholders may only use voting forms provided by the Company and which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposal submitted to the decision of the meeting, as well as for each proposal three boxes allowing the Shareholder to vote in favor, against, or abstain from voting on each proposed resolution by ticking the appropriate box.

The Shareholders may be given opportunity to participate to the meeting by videoconference or by telecommunications means allowing their identification, and are deemed to be present, for the quorum conditions and the majority. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are transmitted in a continuing way.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented regardless of the proportion of the capital represented.

The general meeting of the Shareholders shall have the power to vote *inter alia* on

- (a) the amendment to these Articles of Incorporation in accordance with article 33 of these Articles of Incorporation,
- (b) the dissolution of the Company in accordance with article 31 of these Articles of Incorporation or
- (c) the merger of the Company.

**Art. 26. General Meetings of Shareholders of Sub-Fund or Class.** The Shareholders of a Sub-Fund or Class issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters, which relate exclusively to such Sub-Fund or Class.

General meetings of Shareholders of a Sub-Fund shall, *inter alia*, decide in accordance with article 29 of these Articles of Incorporation, on the termination, division and merger of Sub-Funds.

The provisions set out in article 27 of these Articles of Incorporation as well as in the 1915 Law shall apply to such general meetings. As a consequence, a general meeting of Shareholders of a Sub-Fund has also to be convened at any time at the written request of the Shareholders of the Sub-Fund, which together represent one tenth (10%) of the capital of the Sub-Fund at such place and time as may be specified in the respective notices of meetings.

Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Sub-Fund's share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders of the Sub-Fund.

Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund or Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of Shareholders of the Company, affecting the rights of the Shareholders of any Sub-Fund or Class vis-à-vis the rights of the Shareholders of any other Sub-Fund or Class shall be subject to a resolution of the general meeting of Shareholders of such Sub-Fund or Class in compliance with article 68 of the 1915 Law.

**Art. 27. Termination, Amalgamation & Transfer of Assets of Sub-Funds/Classes of Shares.** In the event that, for any reason whatsoever, the value of the total net assets in any Sub-Fund or the value of the net assets of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors or the AIFM to be the minimum level for such Sub-Fund, or such Class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors or the AIFM may decide to compulsorily redeem all the Shares of the relevant Class(es) at the NAV (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant Class(es) of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Where applicable and unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund or of the Class(es) of Shares concerned may continue to request redemption of their Shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors or the AIFM by the preceding paragraph, and in any other circumstances, the General Meeting of any one or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund may upon proposal from the Board, decide the redemption of all the Shares of the relevant Class(es) and refund to the Shareholders the NAV of their Shares (taking into account actual realization prices of Portfolio Investments and realization expenses) calculated with reference to the Valuation Day in respect of which such decision shall be effective. There shall be no quorum requirements for such General Meeting which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the above redemption will be deposited with the Depositary for a period of nine (9) months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the *caisse de consignation* on behalf of the persons entitled thereto.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this section, the Board of Directors or the AIFM may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to (i) those of another existing Sub-Fund within the Company, or to (ii) another Luxembourg UCI organized under the provisions of the 2007 Law or the 2010 Law, or to (iii) another sub-fund within such other UCI (the "new sub-fund") and to re-designate the Shares of the concerned Class(es) as shares of the new sub-fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to Shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this section one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new sub-fund), in order to enable Shareholders to request redemption of their Shares, free of charge, during such period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the new sub-fund.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors or the AIFM by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may be decided upon by a General Meeting of the Class(es) of Shares issued in relation to the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting, with the consent of the Board of Directors or the AIFM.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this section, a contribution of the assets and of the current and determined liabilities attributable to any Sub-Fund to another UCI referred to in the fourth paragraph of this section or to another sub-fund within such other UCI shall require a resolution of the Shareholders of the Class(es) of Shares issued in the Sub-Fund concerned. There shall be no quorum requirements for such General Meeting, which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting. Notwithstanding the preceding sentences, when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg UCI of the contractual type ("*fonds commun de placement*") or a foreign based UCI, resolutions shall be binding only on such Shareholders who have voted in favor of such amalgamation.

Any request for subscription shall be suspended as from the moment of the announcement of the termination, the merger or the transfer of the relevant Sub-Fund(s) or Class(es).

All redeemed Shares shall be cancelled.

**Art. 28. Accounting Year, Reporting and Information to Investors.** The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first day of December of the same year. The first financial year shall end on December 31<sup>st</sup> 2014.

In respect of each accounting year, the AIFM will distribute to each Shareholder an annual report, which will be established in accordance with Luxembourg GAAP, including audited financial statements for the Company, within six (6)

months after the end of such accounting year. The Company will also provide the Shareholders with informal quarterly and semi-annual reports.

Any other financial information concerning the Company, including the Net Asset Value per Share and the issue prices of Shares will be made available at the registered office of the Company. Furthermore, the Company will make available to each Shareholder information with regard to the relevant Sub-Fund as of each Valuation Date, including the Net Asset Value per Share and the composition of the portfolio held by the Sub-Fund.

**Art. 29. Distributions.** Within each Sub-Fund, Shares may be issued as capitalization Shares and/or as distribution Shares. The features of the Shares available within each Sub-Fund are set out in the Memorandum.

The Board of Directors or the case being the AIFM will decide, in its discretion and in accordance with any specific provisions of the Appendices, whether and to what extent distributions, interim or not, are to be paid out of the Company's assets to Shareholders.

In any event, however, distributions may only be made if the net assets of the Company do not fall below the minimum set forth by law, i.e. one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-) or any then equivalent amount in any other currency converted into EUR.

Subject to the provisions of the relevant Appendix, distributions may be made by means of annual dividends and/or interim dividends at the discretion of the Board of Directors or the case being the AIFM, either:

- 1) by paying a dividend to the Shareholders in cash; or
- 2) by mandatorily redeeming a percentage of the Shares in issue, at the applicable NAV per Share, on a pro rata basis among all existing Shareholders and after giving Shareholders notice of at least fifteen (15) calendar days, in accordance with the terms of Article 8. Upon redemption, redeemed Shares will be cancelled.

Distributions shall be made in accordance with Luxembourg Law. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors or the case being the AIFM shall determine from time to time.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes or withholding taxes on sales of interests in the Portfolio Investments.

Dividends which are not claimed within five (5) years of their payment date will be foreclosed for their respective beneficiaries and will return to the Company.

## **Title V. Final provisions**

**Art. 30. Depositary.** To the extent required by law, the Company shall enter into a written custody agreement with a credit institution, investment firm, professional depositary of assets other than financial instruments or any other eligible entity that may qualify as depositary from time to time, as these entities are defined by the Luxembourg law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended from time to time, and which shall satisfy the requirements of the 2007 Law and the 2013 Law.

The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by Part II of the 2007 Law, the 2013 Law as well as by all other applicable Luxembourg laws and regulations.

Under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the 2007 Law and 2013 Law, the Depositary may discharge itself of liability towards the Company and its investors. In particular, under the conditions laid down in Article 19(14) of the 2013 Law, including the condition that the investors of the Company have been duly informed of that discharge and of the circumstances justifying the discharge prior to their investment, the Depositary can discharge itself of liability, in the case where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that satisfy the delegation requirements laid down in Article 19(11) point (d) (ii) of the 2013 Law. Additional details are disclosed in the Offering Memorandum.

**Art. 31. Dissolution of the Company.** The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in article 32 of these Articles of Incorporation.

Whenever the Share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in article 5 of these Articles of Incorporation, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting whenever the Share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by article 5 of these Articles of Incorporation; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by Shareholders holding one-fourth of the votes of the Shares represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

**Art. 32. Liquidation.** Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be physical persons or legal entities, appointed by the general meeting of Shareholders, which shall determine their powers and the compensation. The liquidator(s) must be approved by the Luxembourg supervisory authority.

The net product of the liquidation of each Sub-Fund shall be distributed by the liquidators to the Shareholders of each Sub-Fund in proportion to the number of Shares, which they hold in that Sub-Fund. The amounts not claimed by the Shareholders at the end of the liquidation shall be deposited with the Caisse de Consignations in Luxembourg. If these amounts were not claimed before the end of a period of thirty years, the amounts shall become statutebarred and cannot be claimed any more.

**Art. 33. Amendments to the Articles of Incorporation.** These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the 1915 Law.

**Art. 34. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the 1915 Law, the 2007 Law and the 2013 Law, as such laws have been or may be amended from time to time."

#### *Subscription and Payment*

The capital of the Company has been subscribed as follows:

Name of subscriber	Number of subscribed Shares	Value
ASTER CAPITAL SAS . . . . .	31 (thirty-one)	EUR 31,000.-

Upon incorporation, all the Management Shares were fully paid-up in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euro is as now available to the Company as it has been proved to the undersigned notary.

#### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and shall end on December 31<sup>st</sup>, 2014.

The first general annual meeting of Shareholders shall be held in Luxembourg in the year 2015.

The first annual report of the Company will be dated December 31<sup>st</sup>, 2014.

#### *Expenses*

The expenses, costs, fees or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately EUR 3,000.-.

#### *Statement*

The undersigned Notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the 1915 Law, have been observed.

#### *Extraordinary General Meeting of Shareholders*

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entire subscribed capital of the Company and considering himself as duly convened, has immediately proceeded to an extraordinary general meeting of Shareholders. Having first verified that it was regularly constituted, the meeting took the following resolutions:

##### *First resolution*

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the issue of the annual general meeting to be held in 2015:

- Mr. Jean-Marc Bally, residing professionally in 7, boulevard Maiesherbes, 75008 Paris, France, born in Vichy, France, on 14 March 1971;
- Mr. Michel Crochon, residing professionally in 13<sup>th</sup> Floor E Wing Warwick House, 979 King's Road Quarry Bay, Hong Kong, Chine, born in Chambéry, France, on 14 October 1951;
- Mr. Simon Henin, residing professionally in 2-8 Avenue Charles de Gaulle, L-1653, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, born in Liège, Belgium, on 29 July 1975.

##### *Second resolution*

The registered office of the Company shall be at 2-8, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

##### *Third resolution*

The independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) for the Company shall be Deloitte Audit S.à r.l., with registered office at 560, Rue Neudorf, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, registered with the RCS Luxembourg under

number B67895. The auditor shall remain in office until the close of annual general meeting approving the accounts of the Company as of December 31<sup>st</sup>, 2014.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

This original deed having been read to the appearing person, known to the Notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing person signed together with the Notary this deed.

Gezeichnet: R. GALIOTTO und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 octobre 2014. Relation: LAC/2014/51068. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 11. November 2014.

Référence de publication: 2014174339/1039.

(140200112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2014.

**Versailles International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 171.802.

In the year two thousand and fourteen, on the third day of November.

before Maître Joseph ELVINGER, notary public residing at Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "VERSAILLES International S.à r.l.", (here after "the Company"), a "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, incorporated by deed enacted on 28 September, 2012, R.C.S. Luxembourg number B 171 802 and which bylaws have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated on December 18, 2012, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated February 5, 2013, Nr 274.

The meeting is presided by Mrs. Catherine Dessoy, "avocat à la Cour", residing in L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs. Véronique Petit, "employée privée", residing in L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Transfer of the registered office from Luxembourg to Leudelange with effective date as at October 20, 2014;

2. Amendment of article 4, first paragraph of the Articles of Incorporation in order to reflect such action.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously takes the following resolutions:

*First resolution:*

The meeting decides to transfer the registered office from L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, to L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, with effective date as at October 20, 2014.

*Second resolution:*

The meeting decides to amend article 4, first paragraph of the articles of association in order to give it the following content:

**" Art. 4.** The Company has its registered office in the City of Leudelange, Grand-Duchy of Luxembourg."

*Costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the company, have been estimated at about EUR 500.-.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

### Suit la traduction française:

L'an deux mille quatorze, le trois novembre.

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée "VERSAILLES International S.à r.l.", ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer, ci-après «la Société», constituée suivant acte reçu le 28 septembre 2012, RCS Luxembourg B numéro 171 802, dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 18 décembre 2012 du notaire soussigné, publié au Mémorial C N° 274 du 5 février 2013.

L'assemblée est présidée par Maître Catherine Dessoy, Avocat à la Cour, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Véronique Petit, employée privée, demeurant à L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée et que tous les actionnaires représentés reconnaissent avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée; il a pu donc être fait abstraction des convocations d'usage.

III. La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Transfert du siège social de la société de Luxembourg à Leudelange avec effet au 20 octobre 2014.

2. Modification subséquente de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup> des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

#### *Première résolution:*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société du L-2520 Luxembourg, 35, allée Scheffer au L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, avec effet au 20 octobre 2014.

#### *Deuxième résolution:*

L'assemblée décide de modifier l'article 4, 1<sup>er</sup> alinéa des statuts en vue de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Leudelange, Grand-Duché de Luxembourg.»

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société, s'élève à environ EUR 500,-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Signé: C. DESSOY, V. PETIT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 4 novembre 2014. Relation: LAC/2014/51506. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014174198/87.

(140198737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 novembre 2014.

**Nefertoum, Société Anonyme.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 132.618.

—  
*Extrait des résolutions prises par l'actionnaire unique, en date du 22 octobre 2014:*

- reconduction du mandat de l'administrateur Madame Aurélia Von Hoven, qui demeure désormais au 101 Boulevard de Polangis, F-94 340 Joinville-le-Pont, pour une période de 5 ans prenant fin à la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2018;

- reconduction du mandat de l'administrateur Madame Anne Von Hoven, pour une période de 5 ans prenant fin à la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2018;

- reconduction du mandat de l'administrateur-délégué, Madame Anne Von Hoven, pour une période de 5 ans prenant fin à la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014173118/16.

(140197608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

---

**Hess Collection S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1930 Luxembourg, 66, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 65.013.

—  
*Auszug aus dem Protokoll zur ordentlichen Generalversammlung*

Datum: 11. Juni 2014

Zeit: 08:30h

Ort: Hess Collection SA, 66 Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg

Teilnehmer: Donald M. Hess, Vorsitzender des Verwaltungsrates der Hess Collection S.A.

Ursula Hess, Stellvertretende Vorsitzende des Verwaltungsrates der Hess Collection S.A.

Timothy Persson, Mitglied des Verwaltungsrates der Hess Collection S.A.

Christoph Ehrbar, Mitglied des Verwaltungsrates der Hess Collection S.A.

**AUSZUG:****1. Wahlen.** Ab-/Wahlen der Mitglieder des Verwaltungsrates

Antrag des Verwaltungsrates an die Generalversammlung:

Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates Donald M. Hess (42, Roerswylstrasse, CH-3065 Roerswyl-Bolligen), Christoph Ehrbar und Timothy Persson (beide: 4, Hohle Gasse, CH-3097 Liebefeld) bis zur nächsten Generalversammlung, die im Jahre 2015 stattfinden wird. Abwahl des Mitgliedes des Verwaltungsrates Ursula Hess-Rentsch (4, Hohle Gasse, CH-3097 Liebefeld).

Beschluss der Generalversammlung:

Die Generalversammlung folgt dem Antrag des Verwaltungsrates.

Wiederwahl der Mitglieder des Verwaltungsrates Donald M. Hess (42, Roerswylstrasse, CH-3065 Roerswyl-Bolligen), Christoph Ehrbar und Timothy Persson (beide: 4, Hohle Gasse, CH-3097 Liebefeld) bis zur nächsten Generalversammlung, die im Jahre 2015 stattfinden wird. Abwahl des Mitgliedes des Verwaltungsrates Ursula Hess-Rentsch (4, Hohle Gasse, CH-3097 Liebefeld).

**2. Abschlussprüfung.** Antrag des Verwaltungsrates an die Generalversammlung:

BDO Audit (2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg) wird als Abschlussprüfer für das Geschäftsjahr 2013/14 bestätigt.

Beschluss der Generalversammlung:

Die Generalversammlung folgt dem Antrag des Verwaltungsrates.

BDO Audit wird als Abschlussprüfer für das Geschäftsjahr 2013/14 bestätigt.

Christoph Ehrbar / Timothy Persson

*Mitglied des Verwaltungsrates / Mitglied des Verwaltungsrates*

Référence de publication: 2014172925/36.

(140197936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2014.

---